

B22192

OFF
AILES

G 3/39

5



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 JANVIER 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4273

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinzième jour de décembre 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. J. Edmond Tetrault, gentilhomme, 226, rue Dufferin, Calixte Tancrede Jetté, gentilhomme, 739, rue Rivard, Lt. Colonel William J. Stewart, bijoutier, 54, rue Fort, Edward Sims, marchand, 477a, rue Saint-Urbain, Robert McGlaughlin, gérant de journaux, George Phillips, jr, gérant, Bellevue Apartments, et Joseph Francis Dolan, agent, 307, Pine Avenue, de la cité de Montréal.

District de Saguenay.—MM. Victor Guay, Isaure Boulaine et Charles Lapointe, tous propriétaires, des Grandes Bergeronnes, dans le comté de Saguenay. 1

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th JANUARY, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4274

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifteenth day of December, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. J. Edmond Tetrault, gentleman, 226, Dufferin street, Calixte Tancrede Jetté, gentleman, 739, Rivard street, Lt. Colonel William J. Stewart, jeweller, 54, Fort street, Edward Sims, merchant, 477a, Saint Urbain street, Robert McGlaughlin, newspapers agent, George Phillips, jr, agent, Bellevue Apartments, and Joseph Francis Dolan, agent, 307, Pine Avenue, of the city of Montreal.

District of Saguenay.—Messrs. Victor Guay, Isaure Boulaine and Charles Lapointe, all proprietors, of Grandes Bergeronnes, in the county of Saguenay. 2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée *pro formâ* au QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain.

MAINTENANT, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de maintenir cette date du dit QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent six, et de Notre Règne la sixième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4027

Avis du Gouvernement

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 12 décembre 1906.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-neuvième jour du mois de janvier prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le cinquième jour de février prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le douzième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

4055

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued *pro formâ* to the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next.

Now, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to maintain this date of the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

4028

Government Notices

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Québec, 12th December, 1906.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty ninth day of the month of January next, that no private bill shall be introduced after the fifth day of February next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twelfth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

4056

AVIS.

DANS LA COUR DE D'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Une séance spéciale de la Cour de l'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 12^e jour de février A. D., 1907, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Registraire.

203.3

LES SEIGNEURIES.

Vente aux enchères des rentes seigneuriales dues à la Couronne,

Avis est par le présent donné que le jeudi, 28 février 1907, à onze heures du matin, dans la salle des ventes du palais législatif de Québec, l'on procédera à la vente aux enchères de toutes les rentes constituées tenant lieu de cens et rentes seigneuriales, et arrérages dus au gouvernement de la province de Québec, sur les dites rentes, dans les seigneuries dont les noms suivent:

Seigneurie de Saint-Gabriel, comté de Québec.
 " Sillery, " "
 " Notre-Dame des Anges, " "
 " La Vacherie, cité de Québec.
 " Béclair, comté de Portneuf.
 " Cap de la Madeleine, comté de Champlain.
 " Coteau Saint-Louis, Trois-Rivières.
 Fief Pachevigny, Trois-Rivières.
 La Banlieue, "
 Seigneurie de Lauzon, comtés de Lévis et Dorchester.
 " Laprairie, comtés de Saint-Jean et Chambly.

Le tout ainsi qu'en font foi les terriers déposés au bureau des agents des seigneuries, à Québec, Lévis, Trois-Rivières et Laprairie.

Des plans indiquant les seigneuries ci-dessus désignées sont déposés au département des terres et forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où elles sont situées, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres et Forêts.

2995-5

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS, P. Q.

Section des Bois et Forêts.

Québec, 7 décembre 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, la limite à bois ci-après désignée, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elle est actuellement, sera offerte à l'enchère, au bureau de l'agent des terres de la couronne, en la ville de Joliette, le 10 JANVIER 1907, à DIX heures de l'avant midi.

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A special sitting of "The Exchequer Court of Canada", for the trial of cases, &c., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting then the same shall not be holden, viz:

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 12th day of February A. D., 1907, at 11 a. m.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

4204

SEIGNIORIES.

Sale of auction of the seigniorial lands due the crown.

Notice is hereby given that on Thursday, the 28th of February, 1907, at eleven of the clock in the forenoon, in the sales room in the court house at Quebec, the sale by auction will take place of all the constituted rents, replacing the seigniorial cens et rentes, and the arrears due the government of the province of Quebec, on the said rents on the following named seigniories:

Seigniority of Saint Gabriel, county of Quebec.
 " of Sillery, " "
 " of Notre Dame des Anges, county of Quebec.
 " of La Vacherie, city of Quebec.
 " of Belair, county of Portneuf.
 " of Cap de la Madeleine, county of Champlain.
 " Coteau Saint-Louis, Three Rivers.
 Fief Pachevigny, Three Rivers.
 La Banlieue, Three Rivers.
 Seigniority of Lauzon, counties of Lévis and Dorchester.
 " of Laprairie, counties of Saint John and Chambly.

The whole as verified by the registers of lands (terriers), deposited in the offices of the seigniorial agents of Quebec, Lévis, Three Rivers and Laprairie.

Plans showing the above mentioned seigniories are deposited in the Department of Lands and Forests, in this city and in the offices of land and timber agents of the various agencies where they are situated and will be visible up to the day of the sale.

N. B.—No account for the publication of this notice will be recognized unless such publication has been expressly authorized by the department.

ADELARD TURGEON,
Ministers of Lands and Forests.

2996

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS, P. Q.

Woods and Forests Branch.

Quebec, 7th December, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limit hereinafter mentioned, at its estimated area, more or less, and in its present state, will be offered for sale at public auction, at the Crown Land Office, in the town of Joliette, on the 10th JANUARY, 1907, at TEN o'clock A. M.

Ottawa Inférieur.

Cantons Rawdon et Chertsey, comprenant certains lots du rang II du canton Rawdon et des rangs 1, 2, 3, 4 et 5 du canton Chertsey, d'une superficie totale de 13½ milles carrés.

CONDITIONS DE LA VENTE

La limite ne sera pas adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département. Elle sera adjugée au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

A défaut de paiement, elle sera immédiatement remise à l'enchère.

La rente foncière annuelle, de trois piastres par mille, est aussi payable immédiatement.

La limite, une fois adjugée, sera sujette aux dispositions des règlements concernant les bois de la couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Le plan et la description de la limite sont déposés au département des Terres et Forêts, à Québec, au bureau de l'agent des bois de la couronne, à Montréal, et au bureau de l'agent des Terres à Joliette, et ils seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu, si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. E. TACHÉ

3981.3 Sous ministre des Terres et Forêts.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou ghalsoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un

Lower Ottawa Agency

Townships Rawdon and Chertsey, comprising certain lots in the 11th range of the township Rawdon and in ranges 1, 2, 3, 4 and 5 of the township Chertsey, containing an area of 13½ square miles.

CONDITIONS OF SALE.

The limit will not be adjudged at less than the minimum price fixed by the department. The limit will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, it will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

This timber limit, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plan and description of the limit are opened for inspection in the Department of Lands and Forests, at Quebec, and at the office of the Crown Lands and timber agents at Montreal and Joliette, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

E. E. TACHE,

3982 Deputy-minister of Lands and Forests.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll

bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4275

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélève-

bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4276

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the

ment d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire ou que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spécial et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut

representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended

substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

68. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

72. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

4277

by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

68. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

72. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

4278

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Wilfrid Bovey, des cités et district de Montréal, dans la province de Québec, membre du barreau anglais, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre, à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis.

FLEET & FALCONER,
Procureurs du requérant.
Montréal, 29 décembre 1906. 9

Avis est par le présent donné que Joseph H. Dillon, des cités et district de Montréal, dans la province de Québec, étudiant en loi, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis.

WHITE & BUCHANAN,
Solliciteurs du requérant.
Montréal, 26 novembre 1906. 5

Avis est par le présent donné que Frederick Parker Walton, des cités et district de Montréal, dans la province de Québec, doyen de la faculté en loi de l'Université McGill, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis par le bureau des examinateurs.

SMITH, MARKEY &
SKINNER,
Solliciteurs du requérant.
Montréal, 21 décembre 1906. 35

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte d'incorporation de "L'Institut des Frères de Notre-Dame des Champs", de la paroisse de Saint-Damien, dans le comté de Bellechasse, institut religieux, se dévouant aux œuvres quelconques des orphelins, particulièrement des orphelinats agricoles.

17 CHS. CLEM. LEVESQUE, Ptre,
Procureur des requérants.

Arthur Pigeon, notaire, de la paroisse de Saint-George de Henryville, donne avis qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour être reçu avocat, après examen.

ARTHUR PIGEON,
Notaire.
Henryville, 24 novembre 1906. 4319.2

Avis public est par le présent donné que "The Quebec and Saint Maurice Industrial Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement son acte d'incorporation, dans les buts suivants : de déterminer les qualifications et résidence des directeurs, autoriser les directeurs à fixer les endroits de l'assemblée du bureau, faire disparaître tout doute quant au droit de la compagnie, de posséder des terres dans toute la province de Québec, faire disparaître tout doute quant aux droits des corporations, de posséder du stock de la compagnie, permettre l'émission d'obligations payables en argent des États-Unis, et pour autre fins.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Solliciteurs des requérants.
Québec, 27 décembre 1906. 4309.2

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Wilfrid Bovey, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, member of the english bar, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and profession of the law, after passing the requisite examinations.

FLEET & FALCONER,
Attorneys for the applicant.
Montreal, 29th December, 1906. 10

Notice is hereby given that Joseph H. Dillon, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, student at law, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

WHITE & BUCHANAN,
Solicitors for applicant
Montreal, 26th November, 1906. 6

Notice is hereby given by Frederick Parker Walton, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, dean of the faculty of law of McGill University, that will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec, to admit him to the practice and profession of the law, after passing such examinations as may be prescribed by the board of examiners thereof.

SMITH, MARKEY &
SKINNER,
Solicitors for applicant.
Montreal, 21st December, 1906. 36

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "L'Institut des Frères de Notre Dame des Champs", of the parish of Saint Damien, in the county of Bellechasse, a religious institution devoted to the assistance of orphans, particular of agricultural orphanages.

18 CHS. CLEM. LEVESQUE, Priest,
Attorney for petitioners.

Arthur Pigeon, notary, of the parish of Saint George de Henryville, does hereby give notice that he shall apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to be admitted advocate, after examination.

ARTHUR PIGEON,
Notary.
Henryville, 24th November, 1906. 4320

Public notice is hereby given that The Quebec and Saint Maurice Industrial Company will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act amending its act of incorporation, in the following respects : to determine the qualifications and residence of the directors, to authorize the directors to fix the places of meeting of the board, to remove doubts as to the right of the company, to own land throughout the province of Quebec, to remove all doubts as to the right of corporations, to hold stock of the company, to permit of the issue of bonds payable in United States currency, and for other purposes.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Solicitors for applicants.
Quebec, 27th December, 1906. 4310

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains pouvoirs et certains amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Construction de conduits souterrains et obligation de fournir à la cité un compartiment spécial dans ces conduits souterrains ; emprunts pour la construction par la cité de tels conduits souterrains et obligation imposée aux personnes ou compagnies d'y poser leurs fils à certaines conditions ; emprunts pour acquérir ou louer ou faire toutes choses nécessaires pour la fabrication et la distribution du gaz ou pour acheter les droits, franchises, matériel et immeubles de la Compagnie du Gaz de Montréal, ou pour l'exproprier, ainsi que pour l'achat de forces hydrauliques et pour la production et la vente de l'électricité pour toutes fins quelconques, franchises, poteaux et fils dans les limites de la cité, conduits souterrains, taxes sur les personnes ou compagnies produisant ou vendant de la force motrice, de l'eau, de la lumière, du calorifique ou de l'électricité, emprunt pour améliorer l'aqueduc, expropriation des abords du pont Wellington, emprunt pour établir un système d'eau à haute pression.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Montréal, 22 décembre 1906. 4261.2

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, établies à Outremont, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les constituant en corporation et les autorisant à tenir un établissement pour la formation de jeunes filles à la vie religieuse, et à se livrer à l'enseignement comme moyen de soutenir la dite œuvre.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Pour la dite Communauté.

Montréal, 24 décembre 1906. 4263.2

Avis est par le présent donné que "The Dominion Park Company, Ltd" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et amender sa charte, pour l'autoriser à disposer du surplus de ses terrains et continuer ses opérations en tout temps durant l'année, et pour autres fins.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 décembre 1906. 4349.2

James F. Strachan et William Strachan, boulangers, de Montreal, demanderont à la législature que la succession F. X. Beaudry soit autorisée à leur vendre le numéro cadastral 328, du quartier Saint-Louis de Montréal.

J. E. LEBLANC.

66, rue Saint Jacques.
Montréal, 28 décembre 1906. 4347.2

Avis est par le présent donné que "The Western Hospital of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, 37 Vict., chap. 40, afin de changer la qualification des membres, l'élection et composition du bureau du gouverneur, augmenter les pouvoirs de la dite corporation, l'autoriser à emprunter de l'argent, émettre des obligations ou débetures à cet effet si il est jugé à propos, garantir, hypothéquer ses immeubles pour garantir les dits prêts ou débetures, et en particulier ratifier et confirmer un acte de prêt et d'hypothèque entre la corporation et le Crédit Foncier Canadien, passé devant R. A. Dunton, notaire public, le 10e jour de décembre 1906, et pour autres fins.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1906. 4345.2

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Legislature, at its next session, for certain powers and certain amendments to its charter on the following matters :

Construction of under-ground conduits and obligation to reserve for the city a special duct in such conduits ; loans for the construction by the city of such under-ground conduits and obligation imposed upon persons and companies to place their wires therein on certain conditions ; loans for the purpose of acquiring or leasing or doing all that may be necessary for the manufacture and distribution of gas and for the purpose of purchasing the rights plant and immovables of the Montreal Gas Company, or expropriating said company, as well as for the purchase of water power and for the production and sale of electricity for any purposes whatever, franchises, poles and wires within the limits of the city, under-ground conduits, loan to improve water works, expropriation Wellington bridge approaches, loan for high pressure water system, taxes on persons or companies producing and selling power, heat, light, water or electricity.

L. O. DAVID,
Clerk of the city.

Montreal, 22nd December, 1906. 4262

The community known under the name of "Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception", established at Outremont, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to incorporate the said Community and to authorize them to keep an establishment for the purpose of preparing young ladies for religious life and to devote themselves to teaching as a mean of supporting such establishment.

TAILLON, BONIN & MORIN,
For the said Community.

Montreal, 24th December, 1906. 4264

Notice is hereby given that The Dominion Park Company, Ltd will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to confirm and amend its charter, to authorize it to dispose of its surplus lands and continue its operations at all times throughout the year, and for other purposes.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,
Solicitors for applicants.

Montreal, 28th December, 1906. 4350

James F. Strachan and William Strachan, baker, of Montreal, will apply to the Quebec Legislature to have the F. X. Beaudry estate authorized to sell to them cadastral lot number 328, of Saint Louis ward, Montreal.

P. E. LEBLANC.

66, Saint James street.
Montreal, 28th December, 1906. 4348

Notice is hereby given that the Western Hospital of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to amend its charter 37 Vic, chap. 40, to alter the qualification for membership, the election and composition of the board of governor, to increase the powers of the said corporation, to enable it to borrow money, to issue bonds or debentures therefor if deemed advisable, to pledge, hypothecate and mortgage its real property to secure such loans or debenture, and particularly to ratify and confirm a deed of loan and hypothec between the corporation and the Credit Foncier Franco-Canadien, passed before R. A. Dunton, notary public, on the 10th day of December, 1906, and for other purposes.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,
Solicitors for applicants.

Montreal, 15th December, 1906. 4346

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation Le Bon Secours de Montréal, ayant pour objet d'effectuer des prêts sur nantissements d'effets mobiliers, et octroyant à la dite corporation les pouvoirs et privilèges incidents et liés au succès de l'entreprise.

4279.2 WILFRID PILON, Procureur.

Avis public est par le présent donné que le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, à Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer un acte ratifiant et confirmant un contrat de vente par eux à John Thomas Molson, écr.

Pour le recteur et les marguilliers,
NAP. THEORET, notaire,
Procureur.
Montréal, 24 décembre 1906. 4267.2

La corporation de la paroisse de la Longue-Pointe soumettra à la législature de Québec, à sa prochaine session, un bill intitulé : "Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe". Ce bill contiendra des dispositions :

Pour transférer à la nouvelle corporation tous les droits et obligations de la corporation actuelle, diviser la municipalité en quartiers, fixer le nombre d'échevins, et régler le cens d'éligibilité des membres du conseil ;

Concernant la première élection générale, le choix d'un lieu pour les séances du conseil et pour le bureau du greffier, l'affichage des avis municipaux, l'évaluation des propriétés foncières, l'annexion de propriétés contigües à la dite municipalité, le pouvoir d'emprunter ;

Pour déclarer valide les réglemens Nos 88, 94 et 101, relatifs à l'établissement d'un tramway et à l'élargissement de la rue Notre-Dame, ainsi que les bons émis en vertu de ces réglemens ; pour confirmer la "Suburban Tramway and Power Company", dans la possession et jouissance du droit de passage qui lui a été accordé pour son tramway ; pour autoriser le conseil à prohiber les parcs ou autres entreprises similaires ayant un but d'amusement, et pour autres fins.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Pour la dite corporation.
Montréal, 24 décembre 1906. 4265.2

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville de Fraserville s'adressera à la législature de la province, à la prochaine session d'icelle, pour obtenir une loi amendement le statut 3 Edouard VII, chapitre 69, relativement aux pouvoirs d'emprunt de la dite ville, et autres fins d'administration générale.

LAPOINTE & STEIN,
Procureurs de la requérante.
Fraserville, 24 décembre 1906. 4299.2

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite en faveur de M. Charles Cushing et autres, propriétaires des immeubles sous mentionnés, pour obtenir un acte amendement la charte de la cité de Montréal, à l'effet que la valeur actuelle de leurs propriétés situées sur le Parc Lafontaine ou Avenue Papineau, dans la cité de Montréal, serve de base à l'indemnité à être payée aux propriétaires des dites propriétés lors de leur expropriation.

CRAMP & EWING,
Avocats des requérants.
Montréal, 19 décembre 1906. 4243.3

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for the incorporation of "Le Bon Secours de Montréal", for the purpose of effecting loans on pledge of moveable properties, and granting it such other powers as may be incidental to or connected with the undertaking.

4280 WILFRID PILON, Attorney.

Public notice is hereby given that the incumbent and church-wardens of the parish of Saint Thomas, at Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to confirm and ratify a deed of sale from them to John Thomas Molson, esq.

For the incumbent and church-wardens,
NAP. THEORET, notary,
Attorney.
Montreal, 24th December, 1906. 4268

The corporation of the parish of Longue-Pointe will present to the Legislature of Quebec, at its next session, a bill entitled "an act erecting into a town corporation the municipality of the parish of Longue-Pointe". The bill will contain dispositions :

To transfer to the new corporation all the rights and obligations of the actual corporation, to divide the municipality into wards, to determine the number of aldermen and the eligibility of the members of the council ;

Concerning the first general election, the place for the sessions of the council and for the office of the clerk and the posting of municipal notices, the valuation of real estate, the annexion of lands contiguous to the said municipality, the borrowing power ;

To declare valid by-laws Nos. 88, 94 and 101, relating to the building of a tramway and to the widening of Notre Dame street, as well as the bonds issued under said by-laws ; to confirm the "Suburban Tramway and Power Company" in the possession and enjoyment of the right of way which was granted for the tramway ; to authorize the council to prohibit parks and other similar enterprises for the purpose of amusement, and for other purposes.

TAILLON, BONIN & MORIN,
For the said corporation.
Montreal, 24th December, 1906. 4266

NOTICE.

Public notice is hereby given that the town of Fraserville will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of a law amending the statute 3, Edward VII, chapter 69, relating to the powers of the said town to contract loans, and for other purposes of general administration.

LAPOINTE & STEIN,
Attorneys for the petitioner.
Fraserville, 24th December, 1906. 4300

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made in behalf of Charles Cushing and others, proprietors of the under-mentioned property, for an act to amend the charter of the city of Montreal, so that the actual value of their property situated on Park Lafontaine or on Papineau Avenue, in the city of Montreal, shall be the basis of indemnity to be paid the proprietors on the said property being expropriated.

CRAMP & EWING,
Attorneys for applicants
Montreal, 19th December, 1906. 4244

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite pour la passation d'un acte enlevant tout doute quant aux pouvoirs de placement et d'administration conférés à l'exécuteur fidéicommissaire nommé dans le codicille fait à son testament par feu Robert Peddie, en son vivant de la cité de Montréal, marchand, et déclarant que le dit fidéicommissaire peut placer et administrer, suivant la loi de la province de Québec, les biens laissés par le dit testateur et pour d'autres fins.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Exécuteur fidéicommissaire.
Montréal, 17 décembre 1906. 4143.3

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander divers amendements à sa charte d'incorporation, à l'effet d'être autorisée à emprunter une somme n'excédant pas \$350,000.00, pour travaux permanents dans les rues et places publiques, améliorations à l'aqueduc et aux égouts, nouveaux moyens de protection contre les incendies, et aussi pour être autorisée à pourvoir à l'élection du maire par les électeurs, et modifier en conséquence, certains détails de procédure aux élections municipales, pourvoir à un nouveau système d'éclairage pour la cité, contrôler les travaux faits dans les rues et places publiques par d'autres que par la cité, et pour divers autres objets.

Par ordre,
H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.
Québec, 15 décembre 1906. 4139.3

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour l'incorporation d'une compagnie sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer de la Gaspésie", avec pouvoir de construire, exploiter et maintenir un chemin de fer commençant à ou près de Paspébiac, et de là traversant le comté de Bonaventure, ne dépassant point Causapsal, au nord et Cross Point au sud, et se continuant jusqu'à la frontière de la province de Québec, dans la direction d'Edmundston ou Grand Falls ou entre l'une ou l'autre de ces deux endroits sur la rivière Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick; de vendre, transporter, disposer, louer ou amalgamer le dit chemin de fer à ou avec la Compagnie Atlantique, Québec et Occidentale; d'exploiter des lignes téléphoniques et télégraphiques; de construire des terminus et pouvoir aux facilités qu'ils comportent; d'acquérir des terres, etc; de construire des ateliers, stations, etc; d'acquérir des brevets d'invention, etc; de produire et vendre de l'électricité; de construire des navires, etc; de construire des manufactures, etc; d'acquérir des limites à bois, etc; de construire des tramways; d'émettre des bons, actions, etc., et avec tous pouvoirs incidents à la construction et à l'exploitation d'un chemin de fer et nécessaires pour l'exploitation de ses autres pouvoirs.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Avocats des requérants.
Bassin de Gaspé, 17 décembre 1906. 4147.3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation la "Merchants' Light & Power Co.", dans le but de produire et de fournir de l'éclairage et de la force motrice et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents liés à son opération.

P. R. DuTREMBLAY,
Avocat des requérants.
Montréal, 17 décembre 1906 4163.3

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act removing any doubts as to the powers of investment and administration conferred on the executor and trustee under the terms of a codicil to the last will of the late Robert Peddie, in his lifetime of the city of Montreal, merchant, and declaring that the said trustee and executor may invest and administer the said testator's estate, according to the laws of the province of Quebec, and for other purposes.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Executor and trustee.
Montreal, 17th December, 1906. 4144

Public notice is hereby given that the city of Quebec shall ask to the Legislature of this province, at its next session, divers amendments to its charter of incorporation, to be authorized to borrow a sum not exceeding \$350,000.00 for permanent works, in streets, public places, improvements to the water works and sewers, new ways of protection against fire, and also to be authorized to provide for the election of the mayor by the electors, and to modify in consequence, certain details of procedure at the municipal elections, to provide for a new system of lighting for the city, control the works done in streets and public places by parties others than the city, and for divers other objects.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk.
Quebec, 15th December, 1906. 4140

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate "The Gaspesian Railway Company", with power to construct, operate and maintain a railway commencing at or near Paspébiac, thence through the county of Bonaventure, not further north than Causapsal or further south than Cross Point, proceeding thence to the boundary of the province of Quebec, in the direction of Edmundston or Grand Falls or between these two places on the Saint John River, in the province of New Brunswick; to sell, transfer, dispose of, lease and amalgamate the said railway to and with the Atlantic, Quebec and Western Railway Company; to operate telephone and telegraph lines; to build termini and terminal facilities and to make arrangements therefore; to acquire lands, &c.; to build works and stations, &c.; to acquire patent rights, &c.; to sell electricity; to build steam and other vessels, &c.; to build factories, &c.; to acquire timber limits, &c.; to build tramways, &c.; to issue bonds, shares, &c., and with all other powers necessary and incidental to the construction and operation of the railway and to the carrying on of its other operations.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Attorneys for petitioners.
Gaspé Basin, 17th December, 1906. 4148

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate The Merchants' Light & Power Co., for the purpose of creating and supplying light and power and to grant such company certain privileges in connection with the working thereof.

P. R. DuTREMBLAY,
Solicitor for applicants.
Montreal, 17th December, 1906. 4164

AVIS.

Elzéar Boivin, Raymond Hudon dit Beaulieu, Léonard Evariste Dubuc, Joseph Elie Massicotte et autres, de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en corporation d'une compagnie aux fins d'acquiescer et exploiter, à Chicoutimi et ailleurs, des établissements de commerce de gros et de détail, de posséder des biens meubles et immeubles, et d'achever et continuer le commerce de la maison Côté, Boivin & Compagnie, d'émettre du stock commun et préférentiel ainsi que des bons et obligations, ainsi que pour toutes autres fins se rattachant à ce commerce.

SIMON LAPOINTE,
Avocat des requérants
Chicoutimi, 18 décembre 1906. 4133.3

Avis est par les présentes donné que "The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company Limited", de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter un acte autorisant la "Société de Jésus" et les syndicats de la commune de Laprairie, de vendre à la dite compagnie une certaine étendue de terrain situé dans la commune de Laprairie, et contenant cent neuf arpents en superficie.

The Saint Lawrence Pressed Brick
and Terra Cotta Company Limited.
Par O. N. FRECHETTE,
Montréal, 14 décembre 1906. 4121.3

Avis est donné que les syndicats de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal, nommés par la loi 4 Édouard VII, chapitre 3, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour demander que les clauses 4 et 9 de la loi susdite soient amendées, en pourvoyant à ce que l'acte de répartition soit basé uniquement sur le rôle d'évaluation de la cité de Montréal, vu l'annexion de Sainte-Cunégonde, et en modifiant la clause concernant la libération des immeubles, de manière à rendre cette libération obligatoire en certains cas, et pour autres fins.

F. X. E. ECREMENT, P^{TRE},
Secrétaire des syndicats,
Montréal, 15 décembre 1906. 4153.3

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Phillipsburg Railway and Quarry Company" pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 51-52 Vict., chap. 107 et l'acte 58 Vict., chap. 65, un acte confirmant et ratifiant l'émission de débetures faites par la compagnie, définissant et augmentant ses pouvoirs de manufacturer, exploiter des carrières et de faire le commerce général de marbre et autorisant la compagnie à vendre, louer ou autrement disposer de son chemin de fer et de toute autre propriété composant son actif en tout ou en partie.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Avocats de la dite compagnie.
Montréal, 17 décembre 1906. 4145.3

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour amender et refondre sa charte et les divers actes qui l'amendent, et plus particulièrement pour définir et étendre les pouvoirs d'expropriation, retrancher le droit d'accorder une rémunération au maire et pour que la "Loi des Cités et Villes, 1903" fasse partie de la charte de la dite cité au lieu de la loi concernant les corporations de ville, contenue au chapitre 1er du titre XI des statuts refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la cité de Sherbrooke.
Daté, 11 décembre 1906. 4095.4

NOTICE.

Elzéar Boivin, Raymond Hudon dit Beaulieu, Léonard Evariste Dubuc, Joseph Elie Massicotte and others, of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the incorporation of a company for the purpose of acquiring and operating wholesale and retail commercial establishments, at Chicoutimi and elsewhere, of possessing moveable and immovable property and of purchasing and continuing the business of the firm of Côté, Boivin & Company, of issuing common and preferred stock as well as bonds and debentures, and for all other purposes connected with such business.

SIMON LAPOINTE,
Attorney for petitioners.
Chicoutimi, 18th December, 1906. 4134

Notice is hereby given that The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company Limited, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to sanction an act authorizing "La Société de Jésus" and syndicates of Laprairie, to sell to the said company a certain lot of land situated in the commune of Laprairie, containing one hundred and nine acres "en superficie".

The Saint Lawrence Pressed Brick
and Terra Cotta Company Limited.
By O. N. FRECHETTE,
Montreal, 14th December, 1906. 4122

Notice is given that the trustees of the parish of Sainte-Cunégonde de Montréal, appointed by the statute 4 Edward VII, chapter 3, will apply to the Legislature, at its next session, to ask that clauses 4 and 9 of the foregoing statute be amended by providing that the valuation roll be based solely on the valuation roll of the city of Montreal, seeing the annexation of Sainte-Cunégonde, and by changing the clause relating to the discharge of real estate, so as to render this clause obligatory in certain cases, and for other purposes.

F. X. E. ECREMENT, P^REST,
Secretary of the trustees.
Montreal, 15th December, 1906. 4154

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, "The Phillipsburg Railway and Quarry Company" will apply to the said Legislature for an act to amend the act 51-52 Vict., chap. 107 and the act 58 Vict., chap. 65, and for an act confirming and ratifying the issue of stock made by the company, defining and enlarging its powers to manufacture, quarry and generally deal in marble and authorizing the company to sell, lease or otherwise to dispose of its railway and other property and assets in whole or in part.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for the applicants.
Montreal, 17th December, 1906. 4146

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend its charter and the several acts amending it, and more particularly to define and extend the powers of expropriation, to abolish the right to grant a remuneration to the mayor, and to the effect that the "Cities and Town Act, 1903" shall form part of the charter of the said city instead of the law relating to town corporations, contained in the 1st chapter of the title XI of the revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys of the city of Sherbrooke
Dated, 11th December, 1906. 4096

Avis est par le présent donné que Joseph Marion, cultivateur, de Lanoraie, qu'il demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de ratifier par une loi, la révocation de substitution faite par Dame veuve F. M. Marion, comme intervenante, dans un acte de vente par J. B. Marion, cultivateur, de Lanoraie, au dit Joseph Marion, devant T. D. Latour, notaire, le 10 décembre 1885, enregistré à Berthier, No 19806 : la dite substitution ayant été créée dans un acte de donation par la dite Dame veuve F. M. Marion au dit J. B. Marion, devant T. D. Latour, notaire, le 6 novembre 1881, enregistré à Berthier, No 16678.

TELLIER & LADOUCEUR,
Procureurs du requérant.

Joliette, 10 décembre 1906. 4151.3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation "L'Aquarium", ayant pour but l'élevage des poissons, leur multiplication, leur acclimatation dans les différentes eaux de la province de Québec, et octroyant à la dite corporation des pouvoirs et privilèges incidents et liés au succès de l'entreprise.

W. L. BOND,
Avocat.

New York Life Building, Montréal.
Montréal, 18 décembre 1906. 4159.3

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi abrogeant la charte de la dite ville, 44-45 Vic., chap. 75, et ses amendements, et déclarant la dite ville sujette aux dispositions de la "Loi des cités et villes 1903", avec certains amendements sur ses matières suivantes : l'organisation de la ville, les personnes habiles et inhabiles aux charges municipales, la liste des électeurs, les élections, les élections contestées, l'élection du maire par le conseil, les séances du conseil, les avis municipaux, les attributions du conseil, la cour de recorder, les procédures contre la municipalité, le chemin d'hiver sur le fleuve Saint-Laurent, et certaines dispositions interprétatives et transitoires et autres fins.

LEO ROBERT,
Avocat de la requérante.

Montréal, 17 décembre 1906. 4155.3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie de chemin de fer sous le nom de "La Compagnie de Chemin de Fer de Chibougamou et Baie James", avec pouvoir de construire deux lignes de chemin de fer, savoir : 1° commençant à ou près de Roberval, pour de là se rendre aux lacs Chibougamou et Mistassini ; 2° commençant au nord de la ligne du chemin de fer Transcontinental, suivant les rivières Bell et Nottaway pour se rendre à la Baie James, avec tous autres pouvoirs incidents nécessaires à la dite entreprise.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Avocats des requérants.

Montréal, 18 décembre 1906. 4175.3

Avis est donné par le soussigné que la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Lyster Station, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la direction de sa ligne jusqu'à un point dans ou près de la cité de Sherbrooke, avec embranchements, et pour étendre le délai pour la bâtir.

ROMEO LANGLAIS,
Avocat de la requérante.

4245.3

Notice is hereby given by Joseph Marion, farmer, of Lanoraie, that he will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act ratifying the revocation of substitution made by Mrs. widow F. M. Marion, of Lanoraie, as intervening party in a deed of sale by J. B. Marion, farmer, of Lanoraie, to said Joseph Marion, before T. D. Latour, notary, on the 10th of December, 1885, registered at Berthier, No. 19806 ; the said substitution having been created in a deed of donation, by said Mrs. widow F. M. Marion to said J. B. Marion, before T. D. Latour, notary, on the 6th of November, 1881, and registered at Berthier, No. 16678.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for applicant.

Joliette, 10th December, 1906. 4152

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "L'Aquarium", for the purpose of hatching fish, propagating them, acclimatizing them in the different waters of the province of Quebec, and granting the said corporation the powers and privileges incidental to and connected with the success of the undertaking.

W. L. BOND,
Advocate.

New York Life Building, Montreal.
Montreal, 18th December, 1906. 4160

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Longueuil will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act repealing the charter of the said town, 44 45 Vict., ch. 75, and its amendments, and declaring the said town the provisions of the "cities and towns' act, 1903", with certain amendments on the following subjects, the organization of the town, the persons qualified and unqualified for municipal offices, list of electors, contested elections, election of the mayor by the council, sittings of the council, municipal notices, functions of the council, recorder's court, proceedings against the municipality, winter road on the river Saint Lawrence, and certain interpretative and transitory clauses, and for other purposes.

LEO ROBERT,
Advocate of petitioner.

Montreal, 17th December, 1906. 4156

NOTICE.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to incorporate a railway company under the name of "The Chibougamou and James Bay Railway Company", with power to build two lines of railway namely : 1. commencing at or near Roberval, and from there to Chibougamou and Mistassini lakes ; 2. commencing at the north side of the Transcontinental Railway, following the Bell and Nottaway rivers and reaching James Bay, with all other incidental powers necessary for the carrying on of the said enterprise.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 18th December, 1906. 4176

Notice is given by the undersigned that the Lotbinière and Mégantic Railway Company, a body politic and corporate having its chief place of business at Lyster Station, in the county of Mégantic, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an extension of its line, and extension of the time to build the same.

ROMEO LANGLAIS,
Solicitor for applicants

4246

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant les sous-aignés, sous le nom de "La Compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal," avec les pouvoirs, entr'autres :

1° D'acquérir, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières propres pour le commerce, les manufactures, magasins, dépôts, résidences, rues et parcs publics ;

2° De développer et améliorer les dits terrains, construire des aqueducs et des canaux d'égoûts pour l'utilité et l'avantage des dits terrains, construire, bâtir et maintenir sur iceux des bâtisses, magasins, dépôts et autres constructions qui pourront servir dans le but ci-dessus mentionné, en disposer pour tel but ou autrement, faire toutes sortes d'opérations de manufacture et de commerce sur les terrains possédés par la dite compagnie, ou dans les bâtisses construites sur iceux ;

3° De faire des avances à telles conditions et garanties qui pourront être convenues à chaque personne ou personnes qui pourront louer ou acheter aucune partie quelconque des dits immeubles ou bâtisses ;

4° De construire des bassins, entrepôts et éleveurs sur les immeubles possédés par la dite compagnie, faire les affaires et opérations y appartenant, avec pouvoir de charger des impôts et rentes pour l'usage des dits bassins, entrepôts et éleveurs, suivant qu'il aura été convenu avec la dite compagnie, ses employés et agents ;

5° De diviser en lots à bâtir le tout ou partie des immeubles possédés par la dite compagnie, se servir d'aucune partie de ces immeubles pour les fins d'amusements ou d'améliorations, en mettant à part une certaine partie des terrains pour des parcs, rues, boulevards ou autres fins, sujet à l'approbation des conseils municipaux des municipalités concernées ou du lieutenant-gouverneur en conseil, et à cette fin, de pouvoir exproprier ;

6° De pouvoir émettre des débetures sur la garantie de son capital-actions payé et des propriétés mobilières et immobilières de la dite compagnie.

7° De disposer du dit terrain pour le meilleur avantage de la dite compagnie et de faire passer tous les autres actes et conventions, affaires et choses en rapport avec ou avantageuses au profit de tous les objets ci-dessus mentionnés ou partie d'iceux.

EDMOND GOHIER,
UCAL H. DANDURAND,
J. U. EMARD.

EMARD & EMARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 19 décembre 1906.

4183.3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Louis Lachance, marchand, Paul Lamoureux, épiciier, George Gordon, plombier, Pierre Maher, plâtrier, Octave Richard, boucher, Etienne Gervais, cordonnier, Ferdinand Masson, cordonnier, et Herbert Guillet, peintre, tous de Tétreaultville, dans la paroisse la Longue Pointe, s'adresseront à la prochaine session de la législature de Québec, pour détacher le lot 398 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 746, inclusivement, le lot 399 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 1120, inclusivement, ainsi que la partie non encore subdivisée, le lot 400 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 1709, inclusivement, ainsi que la partie non subdivisée, les lots de subdivisions de 1 à 497, inclusivement, du lot No 401, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, dans le comté d'Hochelega, de la municipalité de la paroisse de la Longue Pointe, tant pour les fins municipales que pour les fins scolaires, et pour en former une corporation municipale distincte sous le nom de la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et une corporation scolaire distincte sous le nom de Les Commissaires d'École pour la municipalité

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the undersigned, under the name of "The Montreal Island Boulevard Co.," with the power :

1. To acquire, by purchase or otherwise, possess, sell and lease all sorts of lands and immoveable property suitable for the trade, the industries of all kinds, stores, depots, residences, streets and public squares ;

2. To develop and improve such lands, to build water-works and sewets for the benefit of same, to build, erect and maintain on the same such buildings, stores, depots and other buildings which may be required and used to that end, dispose of the same and otherwise, do all sorts of operations of manufacture and trading of the lands possessed by the said company, or in the buildings erected thereon ;

3. To make advances at such conditions and on such guarantees to be agreed upon to any person or persons who may rent or buy any part of said lands and buildings ;

4. To erect docks, warehouses and elevators on the lands possessed by the said company, make all the operations and transactions pertaining thereto, with the right to charge rates and rents for the use or occupation of the same, according to any agreement entered into with the company, employees and agents ;

5. To divide into building lots in whole or in part any of such lands possessed by said company, use any part thereof for the purposes of amusements or improvements, using any part thereof for the purposes of public parks, streets, boulevards or other purposes, subject to the approval of the municipal councils of the municipalities concerned or of the Lieutenant Governor in Council, and therefore to expropriate ;

6. To issue bonds on the guarantee of its paid up capital stock as also on the moveable and immoveable property of the company ;

7. To dispose of said land to the best advantage of the company and to pass all deeds and agreement in relation to or for the benefit of all the objects above mentioned or any part thereof.

EDOUARD GOHIER,
UCAL H. DANDURAND,
J. U. EMARD.

EMARD & EMARD,

Solicitors for petitioners

Montreal, 19th December, 1906.

4184

NOTICE.

Notice is hereby given that Louis Lachance, merchant, Paul Lamoureux, grocer, George Gordon, plumber, Pierre Maher, plasterer, Octave Richard, butcher, Etienne Gervais, shoemaker, Ferdinand Masson, shoemaker, and Herbert Guillet, painter, all of Tétreaultville, in the parish of Longue Pointe, will apply to the Quebec Legislature, at the next session, to detach lot 398 and all its subdivisions, namely from 1 to 746, inclusively, the lot 399 and all its subdivisions, namely from 1 to 1120, inclusively, as also the unsubdivided part, the lot 400, also the unsubdivided part, and all its subdivisions namely from 1 to 1709, inclusively, the subdivision lots from 1 to 497, inclusively of the lot No. 401, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, in the county of Hochelega, from the municipality of the parish of Longue Pointe, as well for municipal as for school purposes, and to form of them a distinct municipal corporation by the name of the municipality of the village of Tétreaultville of Montreal, and distinct school corporation by the name of The School Commissioners for the municipality of the village of Tétreaultville of Montreal ; to fix the

du village de Tétreault ville de Montréal"; pour fixer la date de la première élection des conseillers et des commissaires d'écoles et leur remplacement; pour maintenir en force les rôles d'évaluation, etc., de l'ancienne municipalité, jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés ou abrogés par le nouveau conseil; pour la division de l'actif et du passif des deux municipalités; pour l'octroi des licences d'hôtel de restaurant, de buvette et d'épicerie; pour faire transporter au conseil le contrat de M. Pierre Tétreault avec la Compagnie du Terminal; pour annexer les terrains contigus à la nouvelle municipalité; pour fixer la qualification des conseillers; pour effectuer un emprunt; pour fixer et limiter l'évaluation municipale et pour toutes autres fins se rattachant à ces divers pouvoirs.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1906.

4137.3

Avis est donné que les "syndics de la paroisse Saint-Joseph d'Alma", élus pour mettre à exécution le décret canonique daté le 25 juillet 1906, permettant la construction d'une nouvelle église et d'une nouvelle sacristie dans la dite paroisse, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir le pouvoir de prélever par une ou plusieurs répartitions sur les terres ou autres immeubles des catholiques romains situés dans la dite paroisse, le montant nécessaire pour la construction des dites églises et sacristie et d'une salle publique, le pouvoir de contracter des emprunts sur les dites répartitions ainsi que tous les autres pouvoirs et privilèges relatifs aux fins ci-dessus.

LOUIS COLLARD,
Président des syndics.
H. LAVOIE, Ptre,
Secrétaire-trésorier.

4185.3

AVIS PUBLIC.

La ville de Beauharnois donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Pour fixer l'époque des sessions régulières du conseil; pour obtenir le droit de régler la conduite des débats du conseil, le maintien du bon ordre pendant les séances du conseil et des comités; pour fixer la durée de la mise en force du rôle d'évaluation; pour l'autoriser à pourvoir à l'éclairage de la ville; pour régler et fixer par un tarif la taxe de l'eau, pour les besoins domestiques et pour tous autres besoins quelconques, ainsi que l'époque et le mode du paiement d'icelle, et la manière dont la dite taxe de l'eau pourra être imposée et prélevée, et les termes de paiement; pour pourvoir à l'emploi du compteur pour l'eau et l'éclairage; pour imposer une taxe spéciale sur toute personne ouvrant temporairement un magasin pour y vendre un fonds de banqueroute ou autres effets; pour imposer une taxe annuelle sur toute personne gardant aucun chien, et donner le pouvoir de disposer de tout chien dont la taxe n'aura pas été payée; pour fixer les pénalités pour infractions aux règlements et leur mode de recouvrement; pour changer le mode de confection du rôle d'évaluation; pour fixer la base de la taxe des locataires et des taux de l'eau; pour changer le mode de votation et d'approbation des règlements sujets à l'approbation des électeurs; pour ratifier le règlement No 46 de la dite ville, concernant l'aqueduc et la taxe de l'eau.

L. C. TASSE,

Secrétaire-trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 18 décembre 1906.

4179.3

The Shawinigan Lake's Power and Electric Company, a body politic and incorporated under the joint stock companies incorporation act, gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, to obtain a ratification of the powers which

date of the first election of the councillors and of the school commissioners and their replacement; to maintain the valuation rolls, &c., of the former municipality in force, until they have been amended or annulled by the new council; for the division of the assets and debts of the two municipalities; for granting hotel, restaurant, tavern and grocery licenses; to have the contract of M. Pierre Tétreault with the Terminal Company transferred to the council; to annex the lands contiguous to the new municipality; to fix the qualification of the councillors; to make a loan; to fix and limit the municipal valuation, and for any other purposes connected with these several powers.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,

Advocates for petitioners.

Montreal, 15th December, 1906.

4138

Notice is given that "The trustees for the parish of Saint-Joseph d'Alma", elected for the purpose of carrying into effect the canonical decree dated the 25th July, 1906, authorizing the construction of a new church and a new sacristy in the said parish, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the power to levy, by one or more assessments on lands and other immoveable property of roman catholics situated in the said parish, the necessary amount for the construction of said church and sacristy and of a public hall, the power to contract loans on the said assessments as well as the other powers and privileges relating to the said purposes.

LOUIS COLLARD,
President of the trustees.
H. LAVOIE, Priest,
Secretary-treasurer.

4186

PUBLIC NOTICE.

The town of Beauharnois gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following subject:

To fix the time of the regular meetings of the council; to obtain the right to regulate the conduct of the debates of the council, the maintenance of good order during the meetings of the council and of the committees; to fix the duration of putting the valuation roll in force; to authorize it to provide for the lighting of the town; to regulate and fix by a tariff the taxwater for domestic use, and for any other necessary purpose whatsoever; as also the time and manner of payment thereof; and the manner of imposing and levying the said water tax and the terms of payment; to provide for the use of registers for water and light; to impose a special tax on any persons opening a shop temporarily to sell bankrupt stock or other goods in it; to impose a yearly tax on all persons keeping dogs to give power to dispose of all dogs whose tax has not been paid; to fix the penalties for infractions of the by-laws and their mode of recovery; to change the manner of making the valuation roll; to fix the bases of the tenant's tax and of the water rates; to change the manner of voting and of approving by laws subject to the approval of the electors, to ratify the by-law No. 46 of the said town concerning the water works and the water tax.

L. C. TASSE,

Secretary treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 18th December, 1906.

4180

The Shawinigan Lake's Power and Electric Company, a body politic and incorporated under the joint stock companies incorporation act, gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, to obtain a ratification of the powers which

voirs qui lui ont déjà été accordés en vertu de ses lettres patentes émises le 12 janvier 1904, et pour obtenir une charte lui donnant le droit de posséder, acquérir, exploiter des pouvoirs hydrauliques, des aqueducs, des lignes électriques et toutes usines, construction ou installation requis pour fournir l'électricité, l'eau, le gaz, l'éclairage, le chauffage et toute force motrice d'une nature quelconque, dans les villes de Shawinigan Falls, Grand'Mère, la paroisse de Sainte-Flore, et généralement, dans tous territoires ou partie de territoire compris dans le district des Trois Rivières et dans les districts voisins; pour faire changer son nom corporatif en celui de "The Shawinigan Hydro-electric Company"; pour obtenir le droit d'expropriation pour les fins de ses entreprises, dans tous les endroits ci-dessus décrits; le droit de faire tous travaux dans le cours ordinaire et pour seconder les fins et entreprises de la dite compagnie, dans, sous et au-dessus de toutes rues, tous chemins, toutes ruelles et de toutes places publiques situées dans les endroits compris dans le district des Trois-Rivières et des districts voisins; pour avoir le droit de faire, pratiquer et creuser, dans, sous et aux abords de la rivière appelée "Rivière Shawinigan", des lacs tributaires de la dite rivière Shawinigan ainsi que de toutes rivières ou tous cours d'eau non navigables et non flottables, situés dans le district des Trois-Rivières et les districts voisins, des canaux, chaussées, dams, écluses, tranchées ou tous autres travaux pour faciliter l'alimentation régulière des pouvoirs générateurs de la dite compagnie par les dites rivières ou cours d'eau; changer le siège du bureau principal de la dite compagnie; acquérir et posséder des parts ou actions d'autres compagnies; se fusionner avec toutes telles compagnies formées dans le même but; le droit d'insaisissabilité de la propriété de la compagnie pour les dettes des tiers; généralement, pour obtenir tous les droits et privilèges accordés aux compagnies formées pour les mêmes fins et entreprises que celles poursuivies par la dite compagnie "The Shawinigan Lake's Power and Electric Company".

PHILIPPE BIGUÉ,

Procureur de la requérante.

Trois-Rivières, 17 décembre 1906. 4177-3

Avis est par le présent donné que la ville de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte l'autorisant à prendre des mesures pour fournir convenablement l'eau à la ville et à ses habitants, et à cette fin de construire un aqueduc et en certains cas de prendre possession et employer les tuyaux pour l'eau de toute personne ou compagnie dans la ville et dans toute partie en dedans et en dehors de la ville. tel qu'il peut être nécessaire, de tout système en loyé pour fournir de l'eau à la ville; régler la construction des bâtisses dans la ville en fixant une ligne de bâtisse ou autrement; régler ou prohiber l'érection et le maintien des étables ou autres établissements qui peuvent être jugés inadmissibles; augmenter ses pouvoirs d'emprunter et pour autres fins.

FLEET & FALCONER,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 19 décembre 1906. 4195.3

À la prochaine session de la législature de Québec, il sera présenté un bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Québec au Lac Champlain, dans le but de construire et d'exploiter un chemin de fer entre les deux points.

J. C. LANGELIER.

Québec, 20 décembre 1906. 4191.3

Avis est par les présentes donné que deman sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi 1 Édouard VII, ch. 94, de la province de Québec, afin d'augmenter le montant des avances que les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la suc-

have been granted to it already in virtue of its letters patent issued on the 12th of January, 1904, and to obtain a charter giving it the right to own, acquire and work hydraulic powers, water works, electric lines, and all workshops, the construction or installation required to furnish electricity, water, gas, light and fuel and motive power of all kinds in the towns of Grand'Mère, Shawinigan Falls, the parish of Sainte Flore, and generally in all the territories and parts of territory, comprised in the district of Three Rivers, and in the districts adjoining; to have its corporate name changed to that of "The Shawinigan Hydro Electric Company"; to obtain the right to expropriate for the purposes of its business, in all the districts above named; the right to do any kind of work in the ordinary course and to second the aims and undertakings of the said company, in, on or under any street, any road, any lane, and any public place situate in the places comprised in the district of Three Rivers, and the adjoining districts; to have the right to make, dig and excavate in, under and on the banks of the river called "River Shawinigan", of the tributary lakes of the said river Shawinigan, as well as of any rivers or water courses not navigable and not floatable situate in the district of Three Rivers, and the adjoining districts; canals, dykes, dams, cutting, and any other work to facilitate the regular feeding of the generative powers of the said company, by the said rivers or water courses; to change the chief business place of the said company; to acquire and hold shares in any other company; to amalgamate with any other company formed for the same purpose; the right to have the company's property unseizable for the debts of third parties; and, generally, to obtain all the rights and privileges granted to companies formed for the same purposes and undertakings as those aimed at by the said company "The Shawinigan Lake's Power and Electric Company".

PHILIPPE BIGUÉ,

Attorney for petitioner.

Three Rivers, 17th December, 1906. 4178

Notice is hereby given that the town of Westmount will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter and authorizing and empowering it to make provision for a proper supply of water to the town and its inhabitants, and to that end to construct a water system and, in certain events, to take possession of and use the water pipes of any person or company in the town and such part within or without the town as may be necessary of any system used for the supply of water to the town; to regulate the construction of buildings in the town by the fixing of a building line or otherwise; to regulate or prohibit the erection and maintenance of stables or other establishments which may be deemed objectionable; to increase its borrowing powers and for other purposes.

FLEET & FALCONER,

Solicitors for applicant.

Montreal, 19th December, 1906. 4196

At the next session of the Québec Legislature, a bill will be presented to incorporate "The Québec and Lake Champlain Railway Company", for the purpose of building and working a railway between these two points.

J. C. LANGELIER.

Québec, 20th December, 1906. 4192

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend the Statute 1 Édouard VII, ch. 94, of the province of Québec, to increase the amount of the advances which the testamentary executors and administrators

cession de feu John Pratt peuvent faire à chacun des petits enfants, et au cas de décès d'aucun de ces derniers laissant des enfants, à chacun des arrières-petits-enfants du dit feu John Pratt; et pour obliger les exécuteurs testamentaires et administrateurs à rendre compte, par écrit chaque année, de leur administration et de l'état de la succession, aux héritiers institués par le testament du dit feu John Pratt.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Procureurs.

Montréal, 19 décembre 1906. 4193.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les "Syndics des écoles dissidentes de la ville de Beauharnois", et le révérend John Duncan Anderson, ministre de l'église Presbytérienne, afin d'être autorisés à changer le site de l'école dans la dite ville de Beauharnois et de vendre le lot officiel 185 de la ville de Beauharnois, ancien site de la dite école, et d'acquérir partie du lot numéro 184 de la ville de Beauharnois comme sit nouveau pour la dite école, et pour ratifier et confirmer l'acte d'échange devant être fait concernant icelle, et pour autres fins.

**FOSTER, MARTIN,
MANN & MACKINNON.**
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 4201.3

Avis est par les présentes donné que Mlles Marie-Louise Lacombe, Marie Victorine Lacombe, Marie-Anna Lacombe et Dame Marie Rose Lacombe, épouse de Camille Jérôme Grenier, de lui autorisée, filles de feu Dame Joseph Lacombe (née Marie-Louise Durand dit Desmarchais) et ses légataires universelles en propriété, et Simon Lacombe, fils, et légataire particulier de la dite feu Dame Lacombe, en vertu de son testament en date du 22 mai 1890, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi à l'effet d'autoriser les requérantes à vendre, transporter et aliéner, en tout ou en partie, les biens qui leur ont été laissés en vertu du dit testament, à recevoir le prix, et à en donner bons et valables titres.

N. PERODEAU,
Procureur pour les requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 4037.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs fidéi commis et représentants légaux de feu Dame Mary Eleanor Westcott, épouse de feu Louis Joseph Amédée Papineau, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des exécuteurs de fidéi commis agissant en vertu du dernier testament de la dite feu Dame Mary Eleanor Westcott, concernant le placement des fonds appartenant à la dite succession, et pour autres fins.

**LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,**
Solliciteurs des requérants*

Montréal, 12 décembre 1906. 4097.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les fideicommissis et exécuteurs des biens de feu Ebenezer Muir, en son vivant de Montréal, pour obtenir un acte afin d'interpréter le testament du dit feu Ebenezer Muir et pour autoriser les dits exécuteurs et fideicommissis à vendre la propriété immobilière de la dite succession et recevoir le prix d'achat d'icelle, et pour réaliser l'actif des dits biens et aussi pour distribuer, payer et donner à chacun des héritiers et légataires leurs legs et parts légués à eux en vertu du dit testament, avec pouvoir de faire tous les actes nécessaires pour liquider les dits biens.

CHARLES RAYNES,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 2 4239.3

of the estate of the late John Pratt may make to each of the grand children, and, in the event to the death of any of these latter leaving children to the each of the great grand children of the said late John Pratt; and to oblige the said testamentary and administrators to render an account in writing every year of their administration and of the state of the said estate, to the heirs instituted by the will and testament of the said late John Pratt.

CRESSÉ & DESCARRIES,

4194 Attorneys.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session by the "Dissentient School Trustees of the town of Beauharnois" and the reverend John Duncan Anderson, minister of the Presbyterian Church, for authority to change the location of the school in said town of Beauharnois and to sell official lot 185 of the town of Beauharnois, the former location of said school, and to acquire part of lot number 184 of the town of Beauharnois as a new location for such school, and to ratify and confirm the deed of exchange to be made concerning the same, and for other purposes.

**FOSTER, MARTIN,
MANN & MACKINNON,**
Solicitors for applicants.

Montreal, 19th December, 1906. 4202

Notice is hereby given that the Misses Marie-Louise Lacombe, Marie Victorine Lacombe, Marie-Anna Lacombe and Dame Marie Rose Lacombe, wife of Camille Jérôme Grenier, and by him authorized, daughters of the late Dame Joseph Lacombe (née Marie-Louise Durand dit Desmarchais) and her universal legatees in ownership, and Simon Lacombe, son, and particular legatee of said late Dame Lacombe, in virtue of her will and testament dated the 22nd of May, 1890, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain from it an act for the purpose of authorizing the petitioners to sell, convey and alienate, wholly or in part, the property left to them in virtue of the said will, and to receive the price thereof, and to give good and valid titles.

N. PERODEAU,
Attorney for petitioners.

Montreal, 19th December, 1906. 4038

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the executors and trustees and legal representatives of the late Dame Mary Eleanor Westcott, wife of the late Louis Joseph Amédée Papineau, for the passing of an act to define the powers of the executors and trustees acting under the last will and testament of the said late Dame Mary Eleanor Westcott, with regard to the investment of funds belonging to the said estate, and for other purposes.

**LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,**
Solicitors for applicants.

Montreal, 12th December, 1906. 4098

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the trustees and executors of the estate of the late Ebenezer Muir, in his lifetime of Montreal, for an act to interpret the will of the said late Ebenezer Muir, and to authorize the said executors and trustees to sell the immoveable property of said estate and to receive the purchase price thereof, and to realise upon the assets of said estate and also to distribute, pay and hand over to the several heirs and legatees their legacies and shares bequeathed to them under said will, with authority to do all acts and deeds necessary to wind up the said estate.

CHARLES RAYNES,
Solicitor for applicants.

Montreal, 19th December, 1906. 4240

Avis est par les présentes donné que l'Académie de Billard Marcotte s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa session de janvier 1907, pour demander l'autorisation de s'adjoindre des membres non actionnaires, moyennant une contribution annuelle et de leur donner l'usage des salles de l'Académie, de dix heures du matin à deux heures après minuit, au tarif fixé par l'Académie.

VICTOR GAUDET,

Sec. trés. et aviseur de la Cie.

Montréal, 20 décembre 1906.

4231.3

Notice is hereby given that "l'Académie de Billard Marcotte will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in January 1907, to ask for power to associate to it members not shareholders, for a yearly contribution, and to grant them the use of the hall of the Academie, from ten o'clock in the forenoon to two o'clock after midnight, at the tariff fixed by the Academie.

VICTOR GAUDET,

Secretary treasurer and adviser of the Co.

Montreal, 20th December, 1906.

4232

Avis est par les présentes donné par Joseph F Desmarais, Sherbrooke, Herbert Simpson, Homer Vipond, Thos. J. Parks, G. P. Carreau, George F. Williams, tous de Montreal, et C. A. Palmer, de Sherbrooke, tous agents d'assurance sur la vie, et autres, qu'il s'adresseront à la prochaine session de la législature de Québec, pour être constituée en corporation avec toutes autres personnes qui se joindront à eux sous le nom de L'Association des Agents d'Assurance sur la Vie, de la province de Québec. "The Life Underwriters Association of the province of Québec, avec pouvoir d'estimer en justice, d'acquiescer des biens, de régler l'admission et l'expulsion de ses membres, de limiter à ses membres l'exercice de la profession d'agent d'assurance sur la vie, de réglementer l'exercice de la dite profession, de faire des règlements pour sa gouverne intérieur, d'imposer des pénalités pour la violation des dits règlements et pour la pratique illégale de la dite profession, de déterminer le mode de recouvrement de la dite pénalité, d'exiger de ses membres des contributions annuelles, de déterminer la composition de son conseil de direction, le mode d'élection des directeurs et la tenue des assemblées et pour l'octroi de tous pouvoirs incidents et nécessaires pour aucune des fins susdites.

MARTINEAU, LEMIEUX

& BRASSARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 20 décembre, 1906.

4235.3

Notice is hereby given by Joseph Desmarais, of Sherbrooke, Herbert Simpson, Homer Vipond, Thos. J. Parks, G. P. Carreau, George F. Williams, all of Montreal, and C. A. Palmer, of Sherbrooke, all life insurance agents, and others, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to be incorporated with all other persons who may be associated with them, by the name of "Life Underwriters Association of the province of Quebec," with power to appear in judicial proceedings, to acquire property, to regulate the admission and expulsion of its members, and to limit its members to the calling of life insurance agents, to regulate the exercise of the said calling, to make regulations for its internal government, to impose penalties for the violation of the said regulations, and the illegal exercise of the said calling, to fix the manner of recovery of the said penalties, to exact a yearly contribution from its members, to fix the composition of its managing board, the manner of electing its directors, and the holding of its meetings, and for any other powers incidental and necessary for any of the above purposes.

MARTINEAU, LEMIEUX &

BRASSARD,

Advocates of petitioners.

Montreal, 20th December, 1906.

4236

Le curé et les marguilliers de la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, dans les comté et district d'Ottawa, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi érigeant civilement la dite paroisse canonique, permettant l'élection de syndics et l'emprunt d'une certaine somme pour la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse; autorisant de prélever les sommes voulues pour le paiement du dit emprunt et autres dépenses par des versements annuels répartis sur les immeubles des franc-tenanciers catholiques romains de la dite paroisse alors concédés ou occupés sans titre; pourvoyant pour l'avenir à la manière de prélever les dépenses nécessaires à la construction, réparation ou amélioration des édifices religieux, presbytère et cimetière de la dite paroisse.

Par ordre,

DOM. ANDRE MOUTTET,

C. St-I. L.

Nominigüe, 11 décembre 1906.

4241.3

The curé and church wardens of the parish of Saint Ignace de Loyola de Nominigüe, in the county and district of Ottawa, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain the passing of a bill erecting the said canonical parish civilly, permitting the election of trustees and the borrowing of money for the erection of a church and of a sacristy in the said parish; authorizing the levy of the sums necessary for the repayment of the said loan and other expenses by yearly instalments imposed on the real estate of the roman catholic free holders of the said parish the conceded or occupied without title; providing for the future the manner of levying the moneys necessary for the building, repairs or improvement of the religious buildings, presbytery and cemeteries of the said parish.

By order,

DOM. ANDRE MOUTTET.

C. St-I. L.

Nominigüe, 11th December, 1906.

4242

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Frank McCrea, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke, J. A. Bégin, notaire, de Windsor Mills, E. W. Tobin, marchand de bois, Bromptonville, et Ed. Hunt, courtier, de la cité de Québec, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation une compagnie de chemin de fer avec pouvoir d'établir, construire et opérer une ligne de chemin de fer partant d'un point dans ou près de la cité de Sherbrooke à un point dans ou près de la cité de Québec, avec embranchement, et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents et liés à la construction et à l'opération d'un tel chemin de fer.

ROMEO LANGLAIS,

Solliciteur des requérants.

4247.3

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the provin of Quebec at its next session, by Frank McCrea, timber merchant, of the city of Sherbrooke, J. A. Bégin, notary, of Windsor Mills, E. W. Tobin, lumber merchant, Bromptonville, and Ed. Hunt, broker, of the city of Québec, for the passing of an act to incorporate a railway company with power to establish, construct and operate a line of railway from a point in or near the city of Sherbrooke to a point in or near the city of Québec, and branches, and granting such other powers as may be incidental to or connected with the operation of such railway.

ROMEO LANGLAIS,

Solicitor for applicants.

4248

Province of Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Notre-Dame de Grâces s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte, 6 Ed. VII, ch. 53, pour entre autres fins, les suivantes, savoir :

- (a) Pour définir ses pouvoirs d'emprunts ;
- (b) Pour lui donner le pouvoir d'accorder des franchises et exemption de taxes aux industries ;
- (c) Pour définir ses pouvoirs d'emprunts ;
- (d) Réglementer la qualification des échevins ;
- (e) Et autres fins.

MORRISON & O'SULLIVAN,

Procureurs de la ville de Notre-Dame de Grâces.
Montréal, 4 décembre 1906. 3997.4

Province of Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'ériger son territoire en une municipalité de ville, en vertu des dispositions de la "Loi concernant les cités et villes, 1903", fixer la date de la première élection générale et les élections subséquentes ; déterminer les limites de la ville et le numéro et les limites des quartiers d'icelle ; changer les qualifications des membres de conseil quant à la résidence ; changer le dit acte concernant l'imposition des amendes, l'élection du maire, la tenue des bureaux de votation pour l'approbation des règlements par les contribuables, le coût des travaux hydrauliques dans les rues, etc., l'imposition de taxes spéciales sur les commerçants non résidents, et l'emprunt d'argent ; pour amender le dit acte concernant les animaux dans la ville et la limitation de taxe ; pour autoriser le règlement, la restriction ou la prohibition de la vente de liqueurs enivrantes, la licence des bicycles, bateaux, cirques et théâtre, etc., l'octroi de l'escompte pour paiement de taxes, la taxe sur les clubs, sociétés et différentes compagnies, l'emprunt de la somme de \$35,000.00 pour consolider et décharger les dettes flottantes et autres fins en général.

RIELLE & BOND,

Solliciteurs pour la corporation du village de Verdun.
Montréal, 5 décembre 1906. 3993.4

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville. }

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville d'Iberville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi refondant et revisant la loi de la ci-devant province du Canada, 22 Victoria, chapitre 64, et les lois de la province de Québec, 34 Victoria, chapitre 40, 43-44 Victoria, chapitre 63, 49-50 Victoria, chapitre 48 et 55-56 Victoria, chapitre 56, qui concernent la dite ville ; pour rendre applicables à la ville les dispositions de "la loi des cités et ville, 1903", 3 Edouard VII, chapitre 38 ; pour déterminer le mode des élections du maire et des conseillers et la durée de leur terme d'office ; pour définir ses pouvoirs d'emprunt et les pouvoirs de son comité de finance.

CHARLES BELANGER,

Procureur de la ville d'Iberville.
Iberville, 6 décembre 1906. 3995.4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre le Feu, et octroyant à la dite compagnie certains privilèges liés à son opération.

J. S. BEAUDET,

[Solliciteur pour les requérants.
Aston Vale, 10 décembre 1906. 4017.4

Province of Québec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Notre Dame de Graces will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter, 6 Ed. VII, ch. 53, for amongst other purposes, the following, to wit :

- (a) To define its borrowing powers ;
- (b) To give it powers to grant franchises and exemption from taxation to industries ;
- (c) To define its expropriating powers ;
- (d) To determine the qualification to aldermen ;
- (e) And other purposes.

MORRISON & O'SULLIVAN,

Attorneys for the town of Notre Dame de Graces.
Montreal, 4th December, 1906. 3998

Province of Québec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the village of Verdun will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to erect its territory in a town municipality under the provisions of "the cities and town act, 1903", to fix the date of the first general election and subsequent elections ; to determine the boundaries of the town and the number and boundaries of the wards thereof ; to alter the qualifications of members of the council as respects residence ; to vary the said act respecting the imposition of penalties, the election of mayor, the holding of polls for the approval of by-laws by the rate-payers, the cost of waterworks in streets &c., the imposition of special taxes on non resident traders, and the borrowing of money ; to amend the said act with respect to animals in the town and the limitation of taxation ; to authorize the regulation, restriction or prohibition of the sale of intoxicating liquors, the licensing of bicycles, ferries and circuses, theatres &c., the granting of discount for payment of taxes, the taxing of clubs, societies and various companies, the borrowing of the sum of \$35,000.00 to consolidate and discharge the floating indebtedness and other transitory provisions.

RIELLE & BOND,

Solicitors for the corporation of the village of Verdun.
Montreal, 5th December, 1906. 3994

Canada, }
Province of Québec, }
District of Iberville. }

NOTICE.

Public notice is hereby given that the town of Iberville will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to revise the act of the late province of Canada, 22 Victoria, chapter 64, and the acts of the province of Québec, 34 Victoria, chapter 40, 43-44 Victoria, chapter 63, 49-50 Victoria, chapter 48, and 55-56 Victoria, chapter 56, relating to the said town ; to put the town under the enactments of "the law of the cities and towns, 1903", 3 Edward VII, chapter 38 ; to determine the mode of the election of the mayor and aldermen, and to fix the length of their term of office ; to define its borrowing powers and those of its finance committee.

CHARLES BELANGER

Attorney for the town of Iberville.
Iberville, 6th December, 1906. 3996

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for the passing of an act to incorporate the Commercial Mutual Fire Insurance Company, and to grant such company certain privileges in connection with the working thereof.

J. S. BEAUDET,

Solicitor for petitioners.
Acton Vale, 10th December, 1906. 4018

Avis public est par le présent donné que "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation comme compagnie à fonds social, dans le but de faire les affaires d'assurance concernant les glaces, garanties contre le vol et de faire des contrats d'assurance sur autres risques susceptibles d'être assurées, à l'exception de la vie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1906. 4007.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part des acquéreurs pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer deux actes de vente, passés le 25e jour de décembre 1902, devant C. Ulric R. Tartre, notaire, à Sutton, dans la province de Québec, un de Issac Tristram Coffin *et al* à William G. Tait, W. F. V. Atkinson et E. A. Jones, et l'autre de Issac Tristram Coffin *et al* à William G. Tait, Daniel McDonald et W. F. V. Atkinson.

COOK & McMASTER,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1906. 4005.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, par "The Shawinigan Carbide Company", pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la dite compagnie, et autoriser une autre émission d'obligations, et autoriser la dite compagnie à acquérir du stock et des intérêts dans les autres entreprises de même nature que celles faites par "The Shawinigan Carbide Company", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1906. 3999.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Shawinigan Water and Power Company", pour obtenir un acte afin d'amender les actes incorporant la dite compagnie, pour ratifier les émissions du stock déjà faites par la compagnie, pour autoriser l'émission d'obligations, débetures ou stock de débeture consolidé, pour définir les termes et conditions en vertu desquels ils seront émis et l'emploi des produits d'iceux, et pour amender la section quatre (4) des statuts de la province de Québec, 4 Édouard VII, chap. 81, en retranchant le mot "Québec", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1906. 4001.4

AVIS PUBLIC.

Avis est présentement donné que le Crédit Municipal Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la charte de la société relativement au capital-action, au partage ou répartition des bénéfices, nomination et durée du conseil d'administration, mode de liquidation, s'il y a lieu, organisation administrative de la société et autres fins.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,

Avocats de la requérante.

Montréal, 7 décembre 1906. 4003.4

Public notice is hereby given that The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating it as a joint stock company, for the purpose of carrying on the business of insurance with respect to plate glass, burglary guarantees, and to make contracts of insurance on other insurable risks, with the exception of life.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th December, 1906. 4008

Public notice is hereby given that at next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made on behalf of the purchasers for an act to ratify and confirm two deeds of sale, passed on the 25th day of December, 1902, before C. Ulric R. Tartre, notary, at Sutton, in the province of Quebec, the one from Issac Tristram Coffin *et al* to William G. Tait, W. F. V. Atkinson and E. A. Jones, and the other from Issac Tristram Coffin *et al* to William G. Tait, Daniel McDonald and W. F. V. Atkinson.

COOK & McMASTER,
Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1906. 4006

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by the Shawinigan Carbide Company, for an act to amend the charter of the said company, and to authorize a further issue of bonds, and to authorize the said company to acquire stock and interest in other undertakings of a similar nature to that carried on by the Shawinigan Carbide Company, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th December, 1906. 4000

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Shawinigan Water and Power Company, for an act to amend the acts incorporating the said company, to confirm the issues of stock already made by the company, to authorize the issue of bonds, debentures or consolidated debenture stock, to define the terms and conditions under which the same shall be issued and the application of the proceeds thereof, and to amend section four (4), of the statute of the province of Quebec, 4th Edward VII, chap. 81, by striking out the word "Québec", and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th December, 1906. 4002

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that "Le Crédit Municipal Canadien" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law amending the charter of the society concerning the capital stock, the division of the profits, the organisation and administration, nomination of the council of administration and the length of tenure of office, mode of liquidation in case of necessity and for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th December, 1906. 4004

La Cie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu, "The Equitable Mutual Fire Insurance Company" donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements sur les affaires suivantes : transporter le principal bureau dans la cité de Montréal ; augmenter le stock souscrit jusqu'au montant de \$100,000 ; permettre à la compagnie de prendre quarante pour cent des primes au comptant du total des primes dans les villages et de réduire le terme de grâce à trois mois au lieu de six mois.

F. GAUTHIER,
Gérant.
4009.4

Montréal, 7 décembre 1906.

La Cie. Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu, "The Equitable Mutual Fire Insurance Company" gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments on the following matters : to remove the head office in the city of Montreal ; to be allowed to have subscribed stock to the extent of \$100,000 ; to permit the company to take forty per cent cash premiums of the total premiums in villages and to reduce the term of grace to three months instead of six months.

F. GAUTHIER,
Manager.
4010

Montreal, 7th December, 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie de Pulpe de Métabetchouan, pour obtenir un acte aux fins de : 1° ratifier une résolution passée à une assemblée générale des actionnaires de la dite compagnie le 2 avril 1906 ; 2° ratifier un acte de cession de tout l'actif de la dite compagnie, fait par Louis Joseph Bérubé *ès-qualité* à Fidèle Blouin, Joseph Samson et Joseph Édouard Caron *ès-qualité*, passé devant M^{re} J. A. Charlebois, notaire, à Québec, le 17 avril 1906 ; 3° ratifier un acte de création d'un fidécommissé passé devant le même notaire, le 17 avril 1906 ; 4° amender sa charte en substituant le nom de "La Compagnie de Méta^eetchouan", au lieu et place de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", substituer aux actions souscrites telles qu'elles apparaissent dans les livres de la compagnie, les actions souscrites et mentionnées dans un acte d'accord passé devant le même notaire, le 29 novembre 1906, et en général permettre à la compagnie de réajuster leurs finances en annulant certaines actions et en faisant de nouveaux arrangements avec les actionnaires.

JOS. ED. CARON,
Procureur des requérants.

4045.4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", for the passing of an act : 1. to ratify a resolution passed at a general meeting of the shareholders of the said company held on the 2nd April, 1906 ; 2. to ratify a deed of assignment of all the assets of the company, by Louis Joseph Bérubé *ès-qual.* to Fidèle Blouin, Joseph Samson and Joseph Édouard Caron *ès-qual.*, executed before M^{re} J. A. Charlebois, notary public, at Quebec, on the 17th April, 1906 ; 3. to ratify a deed creating a trusteeship executed before the same notary, on the 17th April, 1906 ; 4. to amend its charter by substituting the name of "La Compagnie de Métabetchouan" in lieu of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", and by substituting the shares subscribed as they appear in the books of the company by the shares underwritten in virtue of a deed of agreement executed before the same notary, on the 29th November, 1906, and in general to authorize the company to rearrange their finances by cancelling certain stock and making new arrangements with the shareholders.

JOS. ED. CARON,
Attorney for the petitioners.

4046

Avis est par le présent donné que William Muir s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer son titre sur partie du lot 230b et sur partie du lot 231, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et pour ratifier un certain acte de vente d'une partie de la dite propriété, du dit William Muir à George E. Blackwell, passé devant Ronzo H. Clerk, N. P., dans la cité de Montréal, le 1er octobre 1906.

LYMAN & DUNLOP,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 11 décembre 1906. 4029.4

Notice is hereby given that William Muir will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and confirming his title to part of lot 230b and part of lot 231, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and ratifying a certain deed of sale of part of said property from him, the said William Muir to George E. Blackwell, passed before Ronzo H. Clerk, N. P., at the city of Montreal, on the 1st October, 1906.

LYMAN & DUNLOP,
Solicitors for applicant.

Montreal, 11th December, 1906. 4030

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un acte aux fins d'incorporer l'association connue sous le nom de "L'Association des Constructeurs de Québec", l'objet de la dite association étant de créer une bonne harmonie entre ses membres et de promouvoir les intérêts de ceux engagés dans le commerce de construction et d'entreprise, et autres affaires y ayant rapport ; avec le droit d'acquérir et de posséder des immeubles dans l'intérêt de la dite association, de les vendre, les échanger ou les hypothéquer et autres pouvoirs en découlant.

ANTONIN GALIPEAULT,
Procureur des applicants.

Québec, 14 décembre 1906. 4117.4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act for the purpose of incorporating the association called "The Quebec Builder's Association", the object of the said association being to create a good understanding between its members and to promote the interests of those engaged in the business of building and contracting, and other matters relating thereto ; with the right to acquire and hold real estate in the interest of the said association, to sell it to exchange or mortgage it and other powers resulting therefrom.

ANTONIN GALIPEAULT,
Attorney for petitioner.

Quebec, 14th December, 1906. 4118

Avis public est par le présent donné que le sousigné s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

4053.4 RAYMOND BELLEAU.

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec to admit him to the practice of the profession of notary, after examination.

4054 RAYMOND BELLEAU.

La ville de Saint-Louis donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Pour abroger certaines clauses de la charte de la ville, dont l'objet est prévu par la loi des cités et villes 1903, et notamment cette partie de la clause 10, 4 Edouard VII, chapitre 57, concernant la limite de la dette de la ville ; déterminer ce qui ne fera pas partie de la dette de la ville ; déterminer le montant auquel des contrats pour ouvrages ou achats de matériaux pourront être passés, sans soumission préalable ; autoriser la ville à construire et entretenir des trottoirs permanents, aux frais, pour partie ou pour le tout, de la municipalité ou des propriétaires des terrains riverains ; autoriser le conseil à émettre et renouveler des obligations temporaires, pour payer le coût des améliorations des rues et construction des trottoirs, avant la perception des contributions ; autoriser le conseil à passer des règlements, pour empêcher le vagabondage des enfants, dans les rues de la ville, le soir ; octroyer des permis aux colporteurs et solliciteurs qui vendent sur échantillon ou autrement, dans la ville ; pour permettre, moyennant permis, et réglementer les clubs, cercles et autres établissements du même genre et imposer des taxes annuelles sur tels clubs, cercles et établissements ; imposer des taxes annuelles sur toute personne ou société de personne ou compagnie tenant un théâtre et autres lieux d'amusement ; imposer une amende ou pénalité contre ceux qui interviennent inutilement avec les appareils du feu et donnent des fausses alarmes ; passer des règlements pour la protection de la personne, de la propriété, de la santé et de la salubrité publiques, la décence et les bonnes mœurs et les nuisances ; appliquer les dispositions de la loi des cités et villes 1903, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la charte de la ville, telle qu'amendée ; autoriser le conseil à émettre des débetures pour le paiement de travaux permanents.

F. J. BISAILLON,

Procureur de la requérante.

Ville de Saint-Louis, 12 décembre 1906.

4075.4

Avis est par les présentes donné que Frédéric Villeneuve, Jacques Villeneuve, Eugène Villeneuve, Rachel Villeneuve, Alphonse Morin et Dams Anne Susan Walker Villeneuve s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi d'autoriser les exécuteurs testamentaires nommés en vertu du testament de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, d'augmenter les rentes des dits Frédéric Villeneuve, Eugène Villeneuve, Jacques Villeneuve, Rachel Villeneuve et Alphonse Morin, et de ratifier certains actes des dits exécuteurs.

FREDERIC VILLENEUVE,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er décembre 1906.

3927.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les vendeurs et acquéreurs en vertu de l'acte de vente et de conventions de Dame Marcelline Labranche, veuve de feu Louis Labonté et al., à la Société de l'Hôpital Général de Montréal, de l'immeuble connu aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Louis, dans la cité de Montréal, sous le numéro deux cent trente-huit (238)—avec dépendances. Le dit acte passé devant F. G. Crépeau, notaire public, le 20 novembre 1906, et enregistré dans le bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Est, le 21 novembre 1906, sous le numéro 67327, pour obtenir un acte afin de déclarer légal la dite vente et pour ratifier le dit acte.

SELKIRK CROSS,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 30 novembre 1906,

3947.5

The town of Saint Louis gives notice that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters :

To abrogate certain clauses of the charter of the town, which purpose is provided for by the law of cities and towns 1903, and more specially that part of the clause of section 10, 4 Edward VII, chap. 57, concerning the limitation of the town's debt ; determine what shall not be included in the debt of the town ; determine the amount to which a contract for works or material may be passed by the council, without tenders being previously called ; authorize the town to build and maintain permanent sidewalks, at the cost, in part or in whole, of the municipality or of the adjoining proprietors ; authorize the council to issue and renew temporary bonds to pay the cost of streets improvements and the building of sidewalks, until such time as the special assessments thereon shall have been collected ; authorize the council to pass by-laws to prevent children loitering in the streets, at night ; to grant permits to pedlars and canvassers who sell, on samples, or otherwise, within the town ; to grant licenses to clubs, associations, and other establishments of like nature, to pass regulations, concerning same and to impose an annual tax upon such clubs, associations or establishments ; to impose an annual tax upon any person or partnership or company conducting a theatre or other place of amusement ; to impose a fine or penalty upon those who, without authority, meddle with fire apparatus or give false alarms ; to pass by-laws for the protection of the public, of property, concerning public health, decency, good morals and nuisances ; to apply the dispositions of the law of cities and towns 1903, inasmuch as these laws are compatible with the dispositions of the charter of the town, as amended ; to authorize the council to issue bonds for the payment of permanent works.

F. J. BISAILLON,

Solicitor for applicant.

Town of Saint Louis, 12th December, 1906.

4076

Notice is hereby given that Frédéric Villeneuve, Jacques Villeneuve, Eugène Villeneuve, Rachel Villeneuve, Alphonse Morin and Dame Susan Anne Walker Villeneuve will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the trustees appointed under the will of the late Honorable Joseph Octave Villeneuve, to increase the allowances of the said Frédéric Villeneuve, Eugène Villeneuve, Jacques Villeneuve, Rachel Villeneuve and Alphonse Morin, and to ratify certain acts of the said trustees.

FREDERIC VILLENEUVE,

Solicitor of the applicants.

Montréal, 1st December, 1906.

3928

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec by the vendors and purchasers under the deed of sale and conventions from Dame Marcelline Labranche, widow of the late Louis Labonté et al. to the Society of the Montreal General Hospital, of the immoveable property known upon the official plan and in the book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal, by the number two hundred and thirty eight (238)—with dependencies. Said deed passed before F. G. Crépeau, notary public, the 20th November, 1906, and registered in the registry office for the registration division of Montreal East, on the 21st November, 1906, under the number 67327, for the passing of an act to declare legal said sale and to ratify said deed.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 30th November, 1906,

3948

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes 60 Victoria, chapitre 77 et 6 Edouard VII, chapitre 69, concernant "The North Shore Power Company", dans le but d'étendre les pouvoirs et opérations de la compagnie aux comtés de Saint Maurice, Champlain, Portneuf, Québec et Montmorency, et d'augmenter la valeur autorisée de la propriété immobilière devant appartenir à la compagnie et contrôlée par elle.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 12 décembre 1906. 4079.4

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Black Lake Chrome and Asbestos Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et confirmant l'émission de débetures faites par la dite compagnie en l'année 1904, garantie par hypothèque sur cette partie des blocs A et B du township de Coleraine, comté de Mégantic, qu'elle possédait alors et pour ratifier et confirmer le titre de la compagnie et ses droits de propriété dans tous les dits immeubles.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Avocats de la dite compagnie.
Montréal, 12 décembre 1906. 4077.4

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'école du bureau protestant de la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 32 Victoria, chap. 16, concernant le paiement de l'octroi payable au bureau des commissaires d'école de la cité de Montréal, par la corporation de la dite cité de Montréal.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 30 novembre 1906. 3915.5

Avis public est donné par ces présentes qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec s'adressera à la dite législature pour obtenir une loi pour amender le statut 32 Vict., chap. 16, étant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Procureurs des requérants.
Québec, 30 novembre 1906. 3925.5

Avis est donné que les légataires et les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de feu l'honorable Louis Tourville, demandent à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi à l'effet de permettre aux dits exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires, de payer aux petits enfants du testateur, une partie du surplus des revenus.

EUG. H. GODIN,
Procureur des requérants.
Montréal, 29 novembre 1906. 3917.5

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les propriétaires fiduciaires de l'école primaire fondée à Beauport, dans le cours de cette année, pour être constitués en corporation, sous le nom de "Les Syndics de l'École Saint-Edouard, à Beauport."

PH. V. CHALOULT,
Procureur des propriétaires fiduciaires.
Québec, 12 décembre 1906. 4093.4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the acts 60 Victoria, chapter 77 and 6 Edward VII, chapter 69, relating to The North Shore Power Company, with a view to extending the company's powers and operations to the counties of Saint Maurice, Champlain, Portneuf, Québec and Montmorency, and to increase the authorized value of the immoveable property to be owned and controlled by the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 12th December, 1906. 4080

Notice is hereby given that "Black Lake Chrome and Asbestos Company" will apply to the Legislature of the Province of Québec at its next session, for an act to confirm and ratify the issue of debentures made by the said company in the year 1904, secured by hypothec upon that portion of blocks A and B of the township of Coleraine, county of Megantic, then in its possession and to ratify and confirm the title of the company and its right of ownership in and upon the said property.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for said company.
Montreal, 12th December, 1906. 4078.

Public notice is hereby given that the protestant board of school commissioners of the city of Montreal will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to amend the act 32 Victoria, chap. 16, regarding the payment of the grant payable to the board of school commissioners of the city of Montreal, by the corporation of the said city of Montreal.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th November, 1906. 3916

Public notice is given that at the next session of the Legislature of the province of Québec, the protestant board of school commissioners of the city of Québec will apply to the said Legislature for an act to amend the act 32 Vict., chap. 16, being the law respecting education in the province of Québec as regards certain powers of the protestant board of school commissioners of the city of Québec, and for other purposes.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Solicitors for petitioners.
Quebec, 30th November, 1906. 3926

Notice is given that the legatees, the testamentary executors and trustees of the late Honorable Louis Tourville, will ask the Legislature of Québec, at its next session, to enact a law authorizing the said testamentary executors and trustees to pay to the grand children to the testator, a part of the surplus revenues.

EUG. H. GODIN,
Attorney for petitioners.
Montreal, 29th November, 1906. 3918

Application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the owners in trust of the primary school founded at Beauport, in the course of this year, to be incorporated by the name of "Les Syndics de l'École Saint-Edouard, à Beauport."

PH. V. CHALOULT,
Attorney of owners in trust.
Quebec, 12th December 1906. 4094

Avis public est par le présent donné que "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi à l'effet de déterminer clairement ses pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer ses immeubles, et pour d'autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Procureur de la requérante.

Montréal, 10 décembre 1906. 4033.4

Une application sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'incorporation de "L'Assistance Publique", société de bienfaisance, dont le but est de secourir les affligés, par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, de retirer du vice et de réformer les femmes déchues, de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, et de supprimer la mendicité en la cité de Montréal, et pour atteindre tous les autres objets analogues.

A cette fin pouvoir acquérir tous meubles et immeubles pour son usage, et pouvoir en disposer à toutes fins que de droit, et tous les pouvoirs compatibles à la bonne administration de la dite société.

J. O. FOURNIER,
Procureur de la requérante.

Montréal, 11 décembre 1906. 4035.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Lower Saint Lawrence Power Company", avec pouvoir dans aucune partie de la province de Québec, à l'est de la cité de Québec, d'acquérir par achat, bail ou expropriation de pouvoirs hydrauliques non employés maintenant pour produire l'électricité avec le terrain nécessaire et les droits de passage, pour les mettre en opération dans le but de produire l'électricité, vendre ou louer le pouvoir hydraulique ou électrique, faire les affaires de manufacture ou d'éclairage, fournir le pouvoir, faire des conventions avec les municipalités situées à l'est de la cité de Québec, pour fournir le pouvoir ou l'éclairage, et pour autres fins y ayant rapport.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 29 novembre 1906. 4043.4

AVIS.

Avis est par le présent donné que Dame Hectoine Langevin, épouse séparée de biens de l'honorable Thomas Chapais, conseiller législatif, de Québec, lequel autorise son épouse à cet effet, Dame Stella Langevin, épouse séparée de biens de l'honorable Ernest Cimon, juge de la cour supérieure, de la Rivière-du-Loup, en bas, lequel autorise aussi son épouse à cet effet, Thomas Napoléon Pelletier, employé civil, de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant Caroline, issue de son mariage avec feu Marie-Reine-Alphonsine-Cartier Langevin, et Hubert Cimon, avocat, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Sir Hector L. Langevin, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ayant pour objet de les autoriser en particulier à vendre un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu Sir Hector Langevin, de ratifier le partage de l'actif de la dite succession, de permettre un mode plus simple et plus prompt pour le partage des objets et effets mobiliers de la dite succession, et de faciliter généralement l'exécution du testament du dit feu Sir Hector L. Langevin.

Québec, 11 décembre 1906. 4059.4

Public notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to enact a law clearly determining their borrowing powers as also their power to mortgage their properties, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 10th December, 1906. 4034

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate "L'Assistance Publique", a benevolent society, whose object is to relieve the distressed by sickness, accident, reverse of fortune, widows and orphans, to withdraw fallen from vice and reform them, to prevent acts of cruelty towards women and children, and to suppress begging in the city of Montreal, and to attain any similar objects.

For this purpose to acquire any movable property and real estate for its use, and to be empowered to dispose of the same for all legal purposes, and to obtain all powers compatible with the good administration of the said society.

J. O. FOURNIER,
Attorney for petitioner.

Montreal, 11th December, 1906. 4036

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Lower Saint Lawrence Power Company", with power in any part of the province of Quebec, to the east of the city of Quebec, to acquire by purchase, lease or expropriation hydraulic powers not at present used, to create electricity with the necessary land and right of passage, to develop the same for the purpose of creating electricity, to sell or lease hydraulic or electric power, to carry on manufacturing or lighting business, to convey power, to make agreements with municipalities situated to the east of the city of Quebec, for the supply of power or light, and for other purposes incidental to the foregoing.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 29th November, 1906. 4044

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Hectoine Langevin, the wife separated as to property of the honorable Thomas Chapais, Legislative councillor, of Quebec, who authorizes his said wife to that effect, Dame Stella Langevin, the wife separated as to property of the Honourable Ernest Cimon, judge of the superior court, of Rivière du Loup, in the county of Temiscouata, who authorize also his said wife to that effect, Thomas Napoléon Pelletier, civil clerk, of Québec, in his capacity of tutor to his child Caroline, born from his marriage with the late Marie-Reine Alphonsine-Cartier Langevin, and Hubert Cimon, advocate, in his capacity of curator to the substitution created by the will of the late Sir Hector L. Langevin, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, during its next session, in order to have enacted a law authorizing them to sell a certain immoveable property belonging to the estate of the late Sir Hector L. Langevin, ratifying the division of the assets of the said estate, allowing a more simple and prompt mode of division of the moveable articles and goods of the said estate, and facilitating generally the execution of the will of the said late Sir Hector L. Langevin.

Quebec, 11th December, 1906. 4060

Avis est par le présent donné que M. Toussaint Préfontaine, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chap. 58 et amendements, soit amendée quant à ce qui concerne l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal, et les expropriations nécessaires pour telle ouverture, afin que telle ouverture et expropriation se fassent non pas conformément à la charte de la cité de Montréal, mais en vertu du droit commun et à ce que au cas de telle expropriation, aucun compte ne soit tenu du plan homologué de la dite cité, quant aux compensations à être payées aux intéressés.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs du dit Toussaint Préfontaine.
Montréal, 10 décembre 1906. 4021.4

Avis public est par le présent donné de la part de Joseph Napoléon Thibodeau, Ecr. notaire, Eusébe Huard, marchand, Albert E. Morissette, agent de station, Lucien Lévesque, marchand, Auguste Duquette, cultivateur, Joseph Beaudry, marchand, Donald P. Matheson, marchand, John O. MacDonald, rentier, Alphonse Bernard Gendreau, percepteur des douanes, George H. Counter, hôtelier, Malcolm J. Smith, marchand, Cyrille Fortier, marchand, Louis Philias Villeneuve, hôtelier, Adolphe Bécigneul, Ecr. avocat, Louis Bécigneul, marchand, tous du village de Mégantic, propriétaires résidents et contribuables, R. A. E. Aitken, gérant de banque, Henry W. Albro, agent consulaire, Albert Evans, employé des Postes, Pierre Charpentier, cultivateur, tous du village d'Agnès, propriétaires, résidents et contribuables, et Thomas M. Craig, commerçant de bois, de la cité de Sherbrooke, Geo. K. Van, propriétaire de moulin, du comté de Compton, John M. M. Duff, agent de change, de la cité de Montréal, ces trois derniers propriétaires et contribuables du village d'Agnès, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du comté du Lac Mégantic, tout le territoire de la municipalité du village de Mégantic, dans le district de Saint-François, et tout le territoire de la municipalité du village d'Agnès, dans le district de Beauce, et d'unir ces deux territoires en un seul pour les ériger et les constituer en une seule et même corporation de ville pour toutes les fins municipales et scolaires, sous le nom de "La Corporation de la ville de Mégantic."

P. BOUFFARD & A. BECIGNEUL,
4073 Procureurs des requérants,
Village de Mégantic, 10 décembre 1906. 4073.4

Avis est par le présent donné que le synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'enlever tous doutes quant à la validité du décret pour l'élection d'un évêque coadjuteur, adopté à une session spéciale du synode du diocèse de Montréal, le quatrième jour de mars 1902, en autant qu'elle concerne l'élection déjà faite à cette fin du Très Révérend James Carmichael et son droit de succession à l'épiscopat du diocèse sur un siège vacant; pour déclarer que le dit Très Révérend James Carmichael, au décès de feu le Très Révérend William Bennett Bond est devenu évêque de Montréal, et investi de tous les pouvoirs concernent cette charge, et pour ratifier et confirmer tous les actes faits par lui comme évêque de Montréal depuis le décès du dit feu le Très Révérend William Bennett Bond.

L. H. DAVIDSON,
Procureur du requérant.
Montréal, 19 décembre 1906. 4197.3

Notice is hereby given that Mr. Toussaint Préfontaine, merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask that the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chap. 58 and amendments, be amended in so far as concerns the opening of Gain street, in the city of Montreal, and the expropriations necessary for such opening, to the end that such opening and expropriation be not made in accordance with the charter of the city of Montreal, but in virtue of the common law, and that in the event of such expropriation, no account be held of the homologated plan of the said city, as to the indemnity to be paid to the interested parties.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys of the said Toussaint Préfontaine.
Montreal, 10th December, 1906. 4022

Public notice is hereby given on behalf of Joseph Napoléon Thibodeau, esquire, notary, Eusébe Huard, merchant, Albert E. Morissette, station agent, Auguste Duquette, farmer, Joseph Beaudry, merchant, Donald P. Matheson, merchant, John O. MacDonald, rentier, Alphonse Bernard Gendreau, collector of customs, George H. Counter, hotel-keeper, Malcolm J. Smith, merchant, Cyrille Fortier, merchant, Louis Philias Villeneuve, hotel-keeper, Adolphe Bécigneul, esquire, advocate, Louis Bécigneul, merchant, all of the village of Mégantic, residents proprietors and rate-payers, R. A. E. Aitken, bank manager, Henry W. Albro, consular agent, Albert Evans, post employee, Pierre Charpentier, farmer, all of the village of Agnès, residents, proprietors and rate-payers, and Thomas M. Graig, lumber merchant, of the city of Sherbrooke, Geo. K. Van, mill owner, of the county of Compton, John M. M. Duff, broker, of the city of Montreal these last three gentlemen proprietors and rate payers in the village of Agnès, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, to detach from the county of Lake Mégantic, all the territory of the municipality of the village of Mégantic, in the district of Saint Francis, and all the territory of the municipality of the village of Agnès, in the district of Beauce, and to unite these two territories in one to erect and to constitute the same in one and same town corporation for all municipal and schools purposes, under the name of "The corporation of the town of Mégantic".

P. BOUFFARD & A. BECIGNEUL,
4074 Attorneys for petitioners.
Village of Megantic, 10th December, 1906. 4074

Notice is hereby given that the synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to remove all doubts as to the validity of the canon for the election of a co-adjutor bishop adopted at the special session of the synod of the diocese of Montreal, on the fourth day of March, 1902, in so far as concerns the election already held thereunder of the right reverend James Carmichael and his right to succeed to the bishopric of the diocese upon a vacancy in the see; to declare the said Right Reverend James Carmichael, upon the death of the late most Reverend William Bennet Bond to have become Lord Bishop of Montreal, and vested with all the rights appertaining to that office, and to ratify and confirm all acts done by him as Lord Bishop of Montreal since the death of the said late most Reverend William Bennett Bond.

L. H. DAVIDSON,
Attorney for applicant.
Montreal, 19th December, 1906. 4198

Je, soussigné, Arthur Content, de la cité de Montréal, donne avis que je m'adresserai à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour qu'il soit passé une loi m'autorisant à devenir membre de l'association des architectes de la province de Québec, et autorisant la dite association à m'admettre au nombre de ses membres, en faisant enregistrer mon nom par le secrétaire et en payant les honoraires et arrérages requis à cette fin.

4321.2 ARTHUR CONTENT.

Avis public est par les présentes donné que Paul Tourigny, industriel à Victoriaville, Ovide Brouillard, industriel, à Carmel Hill, Georges Amédée Duclos, banquier à Drummondville, Joseph de La Broquerie Taché, notaire, à St-Hyacinthe, Tréflé Chalifoux, industriel, à St-Hyacinthe, et Jean Taché, courtier d'assurance, à Montréal, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant et ceux qu'ils pourront s'adjoindre en compagnie à fonds social, sous le nom de "The Provincial Fire Insurance Company of Canada", avec bureau principal en la cité de Montréal, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de réassurance contre le feu, les bris de glaces et de chaudières à vapeur et les accidents ou événements de toute nature, ainsi que pour garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois de confiance, et de faire exécuter toute autre chose se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter, et pour autres fins.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 décembre 1906. 4317.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Continental Fire Insurance Company", avec bureau principal en la cité de Québec, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de réassurance contre le feu, les bris de glaces et de chaudières à vapeur et les accidents ou événements de toute nature, ainsi que pour garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois de confiance, et de faire exécuter tout autre chose se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter, et pour autres fins.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

Québec, 24 décembre 1906. 4315.2

La Compagnie de Téléphone de Bellechasse donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi amendant sa charte, changeant son nom en celui de "La Compagnie de Téléphone Nationale", augmentant son capital à \$5,000,000, lui donnant le droit d'émettre des débiteures pour un égal montant, lui permettant d'exproprier, d'établir des lignes de communication par téléphone et par télégraphe dans la province de Québec, de ne pas être astreint à certaines décisions des conseils municipaux, confirmant la construction des lignes en opération, les privilèges conférés et spécialement ceux obtenus en vertu d'une résolution du conseil de ville de la cité de Québec, en date du 19 octobre, 1906, et octroyant de plus à la dite compagnie divers pouvoirs incidents et liés à la construction et à l'opération de telles lignes de téléphone et de télégraphe, le tout dans le but de mieux définir et d'étendre ses pouvoirs.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

Québec, 27 décembre 1906. 4313.2

AVIS.

La cité de Sorel s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le règlement No 254 et les règlements qui l'amendent de la dite cité, et lui conférant le

I, the undersigned, Arthur Content, of the city of Montreal, give notice that I will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a law authorizing me to become a member of the association of the architects of the province of Quebec, and authorizing the said association to admit me amongst its members, provided I cause my name to be registered by the secretary and I do pay the fee and arrears payable in that behalf.

4322 ARTHUR CONTENT.

Notice is hereby given that Paul Tourigny, manufacturer, at Victoriaville, Ovide Brouillard, manufacturer, at Carmel Hill, Georges Amédée Duclos, banker, at Drummondville, Joseph de La Broquerie Taché, notary, at Saint Hyacinth, Tréflé Chalifoux, manufacturer, at Saint Hyacinth, and Jean Taché, insurance broker, at Montreal, all of the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and those whom they may associate with them, as a joint stock company, by the name of "The Provincial Fire Insurance Company of Canada", with its head office in the city of Montreal, with power to make insurance and reinsurance contracts against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, as also to guarantee the fidelity of persons occupying positions or offices of trust, and to have any other thing executed relating to its operations and a nature to facilitate them, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th December, 1906. 4318

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "The Continental Fire Insurance Company", with its chief office in the city of Quebec, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitate them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 24th December, 1906. 4316

"La Compagnie de Téléphone de Bellechasse" gives notice that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a bill amending its charter, changing its name to that of "La Compagnie de Téléphone Nationale" increasing its capital to \$5,000,000, giving it the right to issue debentures for a like amount, allowing it to appropriate, to establish lines of communication by telephone and by telegraph in the province of Quebec, not to be bound by certain declarations of municipal councils, confirming the building of lines in operation, the privileges conferred and especially those obtained in virtue of a resolution of the city council of the city of Québec, dated the 19th of October, 1906, and granting moreover to this company divers powers incidental to and connected with the building and operating such telephone and telegraph lines, the whole for the purpose of better defining and extending its powers.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 27th December, 1906. 4314

NOTICE.

The city of Sorel will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, to obtain the passing of an act to ratify by-law No. 254 and the by-laws of the said city amending the same, and to confer on

droit de passer un ou des règlements pour donner à toutes personnes ou corporations qu'elle jugera à propos, le pouvoir exclusif d'avoir des abattoirs dans ou pour la dite cité, et pour contraindre tous les bouchers mentionnés aux dits règlements, à faire tuer leurs animaux à ou aux abattoirs déterminés par les dits règlements.

ADELARD LANCTOT

Avocat de la requérante.

Sorel, 18 décembre 1906. 4131.2

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Mattawin Lumber Company," avec pouvoir :

D'acquérir, mettre en opération et faire le commerce de terres et limiter à bois et de faire toutes choses qui peuvent être requises ou avantageuse pour obtenir tous les produits du bois et en faire le commerce ;

D'acquérir l'actif, les droits, les stocks et obligations de toute personne, compagnie ou corporation, faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

D'acquérir, développer et mettre en opération des pouvoirs d'eau, chemins de fer électriques ou à la vapeur, bateaux à vapeur ou autres vaisseaux, aqueducs, ouvrages hydrauliques, chemins, glissoires, quais, écluses, cascades, en rapport aux opérations de la compagnie ;

D'émettre des actions payées ou obligations ou toutes deux, en paiement de toute chose que la compagnie peut obtenir ou d'aucun service qu'elle peut recevoir ;

D'émettre des obligations et stocks payables au porteur, et pour autres fins ayant rapport aux susdits objets.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 décembre 1906. 4301.2

Avis Divers

SUBURBAN TRAMWAY & POWER COMPANY.

Avis est par le présent donné que, le 29^e jour de janvier prochain, à 3 heures p. m. au bureau de "The Montreal Street Railway Company, Street Railway Chambers," Montréal, une assemblée spéciale générale des actionnaires de "The Suburban Tramway & Power Company" aura lieu pour l'élection des directeurs et la transaction d'autres affaires qui auraient pu être transigées à une assemblée annuelle générale des actionnaires, si la dite assemblée avait été tenue le jour fixé par la charte de la compagnie.

PATRICK DUBEE,

Secrétaire.

24 décembre 1906

7

ALLAN LINES OF ROYAL MAIL STEAMSHIPS.

Jeu-di, le 14^e jour de février 1907, The Allan Line Steamship Company vendra par encan public, à leurs quais, au pied de la rue Saint-Pierre, Montréal, le bagage non réclamé en la possession de la compagnie depuis trois ans, et que la compagnie retiendra des produits de la dite vente les charges raisonnables pour emmagasinage et annonce des dits effets et bagage, et la balance de la dite vente, s'il y en a, sera gardée durant trois mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

H. & A. ALLAN,

Montréal, 26 décembre 1906. 4291.2

it the right to pass one or more by-laws giving to such persons or corporations, as it may deem advisable, the exclusive power of having abattoirs in or for the said city, and to compel all the butchers mentioned in the said by-laws, to have their animals slaughtered at the abattoir or abattoirs specified by the said by-laws.

ADELARD LANCTOT,

Attorney for petitioner.

Sorel, 18th December, 1906. 4132

NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature or the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate "The Mattawin Lumber Company", with power :

To acquire, operate and deal in lands and timber limits and do all such things as may be required or expedient to obtain all wood and lumber products and deal in the same ;

To acquire the assets, rights, stocks and bonds of any person, company or corporation, carrying on any business which the company is authorized to do ;

To acquire, develop and operate water powers, electric or steam railways, steamboats or other vessels, aqueducts, hydraulic works, roads, slides, wharves, dams and booms, in connection with the operations of the company ;

To issue paid up shares or bonds or both, in payment of any thing which the company may obtain or of any services which it may receive ;

To issue bonds and stocks payable to bearer, and for other purposes incidental to the foregoing.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solicitors for applicants.

Montréal, 26th December, 1906. 4302

Miscellaneous Notices

SUBURBAN TRAMWAY & POWER COMPANY.

Notice is hereby given that, on the 29th of January next, at three o'clock p. m., at the office of The Montreal Street Railway Company, Street Railway Chambers, Montreal, a special general meeting of the shareholders of The Suburban Tramway & Power Company will be held for the election of directors and the transaction of other business which could have been transacted at an annual general meeting of the shareholders, had the same been held on the date fixed by the charter of the company.

PATRICK DUBEE,

Secretary.

24th December, 1906.

8

ALLAN LINES OF ROYAL MAIL STEAMSHIPS.

On Thursday, 14th February, 1907, The Allan Line Steamship Company will sell by public auction, at their wharves, foot of Saint Peter street, Montreal, the unclaimed baggage which has remained in possession of the company for three years, and that company will out of the proceeds of said sale retain such reasonable charges for storing and advertising of such goods and baggage, and the balance of said sale, if any, shall be kept for a period of three months to be paid over to any person entitled thereto.

H. & A. ALLAN,

Montreal, 26th December, 1906. 4292

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le septième jour de février 1907, à dix heures a. m., aux Nos 99 et 101, rue Metcalfe, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois; et sur le produit de la vente, la compagnie se paiera de ses taux et de tous frais raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets, et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque y aura droit.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,

Agent général du bagage.

Montréal, 20 décembre 1906. 4237.3

Avis public est par le présent donné que Oscar A. Bishop, mécanicien, William T. Oughtred, marchand, John R. Andrews, marchand, James B. Hooker, cultivateur, John R. McFadden, marchand, Israël W. Rolfe, cultivateur, et Newell M. Bishop, mécanicien, tous du canton de Dudswell, agissant en leur qualité de fidéi-commis pour "The Lakeside Cemetery Company," ont acheté de Joseph Bloomfield, cultivateur, du dit canton de Dudswell, par acte de vente passé devant E. B. Worthington, notaire public, le deuxième jour d'octobre 1906, l'immeuble suivant, à savoir :

Le lot 13 D et partie de 13 E, du quatrième rang, et le lot 14 C et partie de 14 B, du quatrième rang, tous du plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Dudswell, pour être tenu et employé comme cimetière pour toujours, et que les dits acquéreurs ont l'intention de s'adresser, à l'expiration de deux mois de la date de cet avis, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour incorporation comme compagnie de cimetière, sous le nom de "The Lakeside Cemetery Company," et la ratification du dit acte de vente, le tout conformément aux dispositions de l'article 5252 et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

WORTHINGTON & BORLASE,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 27 novembre 1906. 3887-6

Province de Québec, } Cour Supérieure.—
District de Montmagny. } Montmagny.
No 203.

Cordelia Edith Patton, de la ville de Montmagny, épouse de James Donald Stewart, marchand, tous deux de la ville de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

James Donald Stewart, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le douzième jour de novembre par la demanderesse contre le défendeur.

A. J. BENDER,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 29 novembre 1906. 3919.5

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }
No 54.

Alice Plante, de Québec, épouse commune en biens de Orphir Légaré, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

et

Orphir Légaré, du même lieu, menuisier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

L. D. MORIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 11 décembre 1906 4057.4

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the seventh day of February, 1907, at ten o'clock a. m., at Nos. 99 and 101, Metcalfe street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months; and that the company out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and reasonable charges for storing advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per W. G. ANNABLE,

General baggage agent.

Montreal, 20th December 1906. 4238

Public notice is hereby given that Oscar A. Bishop, mechanic, William T. Oughtred, merchant, John R. Andrews, merchant, James B. Hooker, farmer, John R. McFadden, merchant, Israel W. Rolfe, farmer, and Newell M. Bishop, mechanic, all of the township of Dudswell, acting in their capacities of trustees for the "Lakeside Cemetery Company", have purchased from Joseph Bloomfield, farmer, of the said township of Dudswell, by deed of sale executed before E. B. Worthington, notary public, on the second of October, 1906, the following real estate, to wit :

The lot 13 D and part of 13 E, of the fourth range, and the lot 14 C and part of 14 B, of the fourth range, all of the cadastral plan and book of reference for the said township of Dudswell, to be held and used as a cemetery forever, and that they, the said purchasers, intend to apply after the expiry of two months from the date of this notice to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec in council, for incorporation as a cemetery company, under the name of "The Lakeside Cemetery Company", and the confirmation of said deed of sale, the whole according to the provisions of article 5252 et sequens of the revised statutes of the province of Quebec.

WORTHINGTON & BORLASE,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 27th November, 1906. 3888

Province of Quebec, } Superior Court—
District of Montmagny. } Montmagny.
No. 203.

Cordelia Edith Patton, of the town of Montmagny, wife of James Donald Stewart, merchant, both of the city of Montmagny, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

James Donald Stewart, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property was, the twelfth day of November, taken by plaintiff against defendant.

A. J. BENDER,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 29th November, 1906. 3920

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }
No. 54.

Alice Plante, of Quebec, wife common as to property of Orphir Légaré, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

and

Orphir Légaré, of the same place, joiner, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

L. D. MORIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 11th December, 1906. 4058

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 62.

Dame Anselmie Beaudet, épouse commune en biens de Napoléon Claisse, boulanger, de la paroisse de Saint-Casimir, district de Québec, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

ROUSSEAU & LECLERC,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 11 décembre 1906. 4149.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1693.

Dame Aglaé Labelle, épouse commune en biens de Joseph Adélar Mathias Clairoux, menuisier, du village de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, contre Joseph Adélar Mathias Clairoux, du même lieu.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.
BISSONNET & GEOFFRION,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 19 décembre 1906. 4187.3

Cour Supérieure, }
District de Québec. }
No 104.

Dame Délina Dubeau, épouse de Jules Gagnon, de Saint-Tite des Caps, journalier, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHOQUETTE, GALIPEAULT
& FRANÇEUR,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 13 décembre 1906. 4119.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1035.

Dame Albina Desnoyers, épouse commune en biens d'Alphonse Clément, wattman, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

J. A. E. DION,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 15 décembre 1906. 4141.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2526.

Dame Flora Delisle, de Montréal, dûment autorisée en justice a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Forget, du même lieu.

JEAN D'AMOUR,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 11 décembre 1906. 4031.4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François }
No 791.

Dame Anna Tardif, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Bernard Desrochers, de la dite cité de Sherbrooke, dûment autorisée par un juge de cette cour à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Bernard Desrochers, de la dite cité de Sherbrooke, Défendeur.
" Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 11ème jour de décembre 1906.

EMILE RIOUX,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 décembre 1906. 4099.4

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 62.

Dame Anselmie Beaudet, wife common as to property of Napoléon Claisse, baker, of the parish of Saint Casimir, district of Quebec, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

ROUSSEAU & LECLERC,
Attorneys for the plaintiff.
Quebec, 11th December, 1906. 4150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1693.

Dame Aglaé Labelle, wife common as to property of Joseph Adélar Mathias Clairoux, joiner, of the village of Verdun, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, against the said Joseph Adélar Mathias Clairoux, of the same place.

The plaintiff has, this day, taken an action for separation as to property against the defendant.
BISSONNET & GEOFFRION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th December, 1906. 4188

Superior Court, }
District of Quebec. }
No. 104.

Dame Délina Dubeau, wife of Jules Gagnon, of Saint Tite des Caps, laborer, has, this day, brought a suit for separation as to property from her said husband.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
& FRANÇEUR,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 13th December, 1906. 4120

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1035

Dame Albina Clément, wife common as to property of Alphonse Clément, motorman, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th December, 1906. 4142

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2526.

Dame Flora Delisle, of Montreal, duly authorized to ester en justice has, this day, instituted an action for separation as to property from her husband, Joseph Forget, of the same place.

JEAN D'AMOUR,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th December, 1906. 4032

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 791.

Dame Anna Tardif, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Bernard Desrochers, of the said city of Sherbrooke, duly authorized by a judge of this court to ester en justice, Plaintiff ;

vs
Bernard Desrochers, of the said city of Sherbrooke, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th day of December, 1906.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 13th December 1906. 4100

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 15.
 Marie-Louise Martin, épouse d'Amable Lapointe,
 marchand, de Maisonneuve, dit district,
 Demanderesse ;
 vs
 Amable Lapointe, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée,
 ce jour, contre le défendeur.
 CLEMENT ROBITAILLE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 30 novembre 1906. 3951.5

Dame Eulalie Mercier, épouse commune en biens
 de Jacques Buteau, menuisier, tous deux de Qué-
 bec, a, ce jour, institué une action en séparation de
 biens contre son dit époux, dans la cour supérieure,
 à Québec, No 2598. A. A. RHEAUME,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 4 décembre 1906. 3945.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 1632.
 Dame Julie Caron, des cité et district de Montréal,
 a, ce jour, pris une action en séparation de biens
 contre son époux, Wilfrid Bélanger, du même lieu.
 MONTY & DURANDEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 5 décembre 1906. 3971.5

Dame Clarisse Allard, épouse de Moïse Côté,
 marchand de bois, du village de Sainte-Agathe des
 Monts, district de Terrebonne, a institué le trenti-
 ème jour de novembre 1906, une action en sépa-
 ration de biens contre son dit mari, sous le No 137,
 des dossiers de la cour supérieur pour le district de
 Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,
 Avocats de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 6 décembre 1906. 3987.5

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 92.
 Dame Célanir DesBequets, épouse de Louis Baron,
 c arron, de Saint-Flavien, comté de Lotbinière,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Louis Baron, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 12ième jour de décembre courant.
 CHOQUETTE, GALIPEAULT
 & FRANCEUR,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 12 décembre 1906. 4111.4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 15.
 Marie-Louise Martin, wife of Amable Lapointe,
 merchant, of Maisonneuve, said district,
 Plaintiff ;
 vs
 Amable Lapointe, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 issued against the defendant, this day.
 CLEMENT ROBITAILLE,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 30th November, 1906. 3952

Dame Eulalie Mercier, wife common as to pro-
 perty of Jacques Buteau, joiner, both of Que ec,
 has, this day, instituted an action for separation as
 to property against her said husband, in the superior
 court, at Quebec, No. 2598. A. A. RHEAUME,
 Attorney for plaintiff.
 Quebec, 4th December, 1906. 3946

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 1632.
 Julie Caron of the city and district of Montreal,
 has, to day, taken an action for separation as to
 property against Wilfrid Belanger, her husband, of
 the same place.
 MONTY & DURANLEAU,
 Attorney sfor plaintiff.
 Montreal, 5th December, 1906. 3972

Dame Clarisse Allard, wife of Moïse Côté, lumber
 merchant, of the village of Sainte Agathe des
 Monts, district of Terrebonne, has t ken, on the
 thirtieth day of November, 1906, an action for
 separation as to property against her said husband,
 under No 137, of the records of superior court,
 district of Terrebonne.

NANTEN & ROCHON,
 Attorney for plaintiff.
 Sainte Scholastique, 6th December, 1906. 3988

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No 92.
 Dame Célanir DesBequets, wife of Louis Baron,
 whee -wright, of Saint Flavien, county of Lotbi-
 nière, Plaintiff ;
 vs
 The said Louis Baron, Défendeur.
 A suit for separation of property has been insti-
 tuted in this cause, on the 12th day December instant.
 CHOQUETTE, GALIPEAULT
 & FRANCEUR,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 12th December 1906. 4112

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

Candidat pour admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of law.

Examens de janvier 1907.—Examinations of January, 1907.

No	Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
1	Méthot.....	Louis Dorais...	21	Arthabaska.....	Three Rivers et Collège St-Charles Borro- mée.

J. F. WALSH,
 Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.
 Arthabaska, 10 décembre—10th December, 1907. 31-32

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à la pratique, section de Québec.—Candidates to practice, section of Quebec.

Examens de janvier—January examinations, 1907.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Domicile.
Gagné.....	Albert.....	Plus de—Over 21.....	Québec.
Tessier.....	Emile.....	do do.....	Rimouski.

Québec, 26 décembre—26th December, 1906.

CHARLES DEGUISE,
Secrétaire, B. Q.—Secretary, B. Q.
4305 06.2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of the law.

Examens du 8 janvier 1907.—Examinations, 8th January, 1907.

No.	Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence. — Residence.
1	Beauharnois.....	Alfred.....	29	Montréal.
2	Beauregard.....	J. Hector.....	32	do
3	Boivin.....	G. N.....	24	do
4	Cahan.....	Chs H.....	Plus de—Over 21	do member of the Nova Scotia Bar.
5	Gravel.....	Jos. A.....	27	do
6	Greenshields.....	C. G.....	23	do
7	Plante.....	Léandre.....	30	do
8	Tanner.....	A. H.....	27	do
9	Thomson.....	A. B.....	29	do
10	Dansereau.....	Fernand.....	24	do

JOS. H. LORANGER,
Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.
Montréal, 26 décembre—26th December, 1906. 4307-18.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois Rivières. } *our Supérieure*
In re "National Tool & Axe Works",

En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividend s'a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'au 22e jour de janvier, le et après laquelle date les dividendes seront payés. Copies du dit bordereau de dividendes sont déposées au bureau de J. A. Provencher, députe-protonotaire, Trois-Rivières, et de John W. Ross, comptable licencié, 142, rue Notre-Dame O., Montréal.

J. A. PROVENCHER,
JOHN W. ROSS,

Liquidateurs, "National Tool & Axe Works",
En liquidation.

Montréal, 2 janvier 1907. 21

Avis est donné que Dame Fédeline Rancourt faisant affaires au village de Mégantic, sous la raison sociale de H. Roy & Cie, a fait cession de ses biens le 28 décembre 1906.

GUILLAUME FOURNIER,
Gardien provisoire.

19

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re National Tool & Axe Works,

In liquidation.

Notice is hereby given that a dividend sheet has been prepared in the above matter and is open to objection until the 22nd day of January, on and after which date dividends will be paid. Copies of said dividend sheet are on file at the office of J. A. Provencher, deputy protonotary, Three Rivers, and John W. Ross, chartered accountant, 142, Notre Dame W. street, Montreal.

J. A. PROVENCHER,
JOHN W. ROSS,

Liquidators, National Tool & Axe Works,
In liquidation.

Montreal, 2nd day of January, 1907. 22

Notice is given that Dame Fédeline Rancourt, doing business at the village of Mégantic, under the style and firm of H. Roy & Cie, has made an assignment of her estate on the 28th of December, 1906.

GUILLAUME FOURNIER,
Provisional guardian.

20

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No 1426.
 Dans l'affaire de A. N. Drouin, L'Annonciation,
 Qué., Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende de biens-meubles et
 immeubles a été préparé dans la susdite affaire, et
 sera sujet à objection jusqu'au 24ème jour de janvier
 1907, date après laquelle le dividende sera payable
 à mon bureau.

A. LAMARCHE,
 Curateur.

Bâtisse Assurance Royal,
 No 2 Place d'Armes.
 Montréal, 5 janvier 1907. 27

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 139.

In re Joseph Laplante, Beauharnois, Québec,
 Failli.
 Avis est donné que le vingt-huitième jour de
 décembre 1906, par une ordonnance de la cour, j'ai
 été nommé curateur aux biens du dit failli, qui a
 fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
 créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être produites entre mes mains dans les trente
 jours de cet avis.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curateur.

No 21, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 31 décembre 1906. 29

* Dans l'affaire de A. Boucher, Québec, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un deuxième et
 dernier bordereau de dividende a été préparé en
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15
 janvier 1907, après laquelle date ce dividende
 sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
 Québec, 29 décembre 1906. 3

Règle de Cour

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Ottawa. }
 Joseph Grant, Demandeur ;
 vs
 D. A. Décosse, Défendeur ;
 et
 Ephrem M. Lerner *et al*, Opposants.

Le vingtième jour de décembre 1906.

Sur l'ordre de l'honorable juge A. Rochon, donné
 ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit D.
 A. Décosse, marchand, de la cité de Hull, défen-
 deur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient
 pas encore produit leurs réclamations, sont mainte-
 nant appelés à les produire en cette cause, au bu-
 reau du protonotaire de la cour supérieure pour ce
 district, à Hull, dans les quinze jours de la date de
 la première insertion du présent avis, dans la
Gazet Officielle de Québec, conformément aux ar-
 ticles 673 et 674 du code de procédure civile.

GRONDIN & VINCENT,
 P. C. S.
 4337.2

Hull, 26 décembre 1906.

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 1426.
 In the matter of A. N. Drouin, L'Annonciation,
 Que., Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet of moveables and immoveables has been
 prepared in the above matter, which will be open
 to objection until the 24th day of January, 1907,
 after which date the dividend will be payable at
 my office.

A. LAMARCHE,
 Curator.

Royal Insurance Building.
 No. 2, Place d'Armes.
 Montreal, 5th January, 1907. 28

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 139.

In re Joseph Laplante, Beauharnois, Québec,
 Insolvent.
 Notice is given that on the twenty eighth
 day of December, 1906, by order of the court, I
 have been appointed curator to the estate of the
 said insolvent, who made an assignation of all his
 estate for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office within
 thirty days from this notice.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curator.

No: 21, Saint James street.
 Montreal, 31st December, 1906. 30

In the matter of A. Boucher, Quebec, Insolvent.
 Notice is hereby given that a second and final
 dividend sheet has been prepared in this matter, and
 will be open to objection until the 15th of January,
 1907, after which date this dividend will be payable
 at my office.

GEO. DARVEAU,
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
 Quebec, 29th December, 1906. 4

Rule of Court

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Ottawa. }
 Joseph Grant, Plaintiff ;
 vs
 D. A. Décosse, Defendant ;
 and
 Ephrem M. Lerner *et al*, Opposants.

The twentieth day of December, 1906.

On the order of the Honorable judge A. Rochon
 given this day, seeing the allegation of the insol-
 vency of the said D. A. Décosse, merchant, of the
 city of Hull, defendant, the creditors of the said
 defendant who have not yet filed their claims, are
 now called on to file them in this cause, in the office
 of the prothonotary of the superior court, for this
 district, at Hull, within fifteen days from the date
 of the first insertion, in the *Quebec Official Gazette*,
 pursuant to articles 673 and 674 of the code of civil
 procedure.

GRONDIN & VINCENT,
 P. S. C.
 4383

Hull, 26th December, 1906.

Licitations

Province de Québec, }
No 1842. } Cour Supérieure.
Landry, Demandeur ;

Landry *et al.*, vs Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 21 décembre 1906, dans cette cause dans laquelle Joseph Landry, de la paroisse de Saint Romuald d'Etchemin, marchand, est Demandeur ; et Diana Edie Landry, fille majeure, et Louis Landry, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Wilfrid Landry, fils mineur de Joseph Landry, tous deux de la cité de Québec, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un immeuble portant le No 130, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un emplacement—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances ; sujet à la charge d'une rente constituée annuelle de \$8.00, payable par moitié les premier mai et novembre chaque année, à Pierre Lagueur ou ses représentants, et autres conditions mentionnées en un acte de bail à rente foncière de Pierre Lagueur à Joseph Landry, en date du 20 juillet 1886.

2° Partie du lot No 4, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, contenant quarante-huit pieds de front à compter de la ligne nord-est, et en courant vers le sud-ouest, sur la profondeur qui se trouve depuis le chemin public au sud, à aller jusqu'au terrain Atkinson ; bornée au nord à Henry Atkinson, au sud au chemin public, au nord-est à Alphonse Villeneuve, au sud-ouest à George Bégin ou ses représentants, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances ; sujette à la charge d'une rente constituée annuelle de \$18.00, payable par moitié les premier mai et novembre chaque année à George Bégin et ayant cause, et autres conditions mentionnées en un acte de bail à rente foncière de George Bégin à Jos Landry, en date du 10 septembre 1890.

3° Partie du lot No 112, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, contenant cinquante pieds au nord, soixante et dix pieds au sud, soixante et dix pieds à l'est, et soixante pieds à l'ouest, mesure anglaise ; bornée au nord à Louis Gilbert, au sud à la rue Saint-Charles, à l'est à Joseph Breton, à l'ouest à Alfred Gingras, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Charles—avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances ; sujette à la charge d'une rente constituée annuelle de \$7.00, payable à Henri Lagueur, par moitié les premier mai et novembre chaque année, et autres conditions mentionnées en un acte de bail à rente foncière de Henri Lagueur à Théophile Landry.

4° Partie du lot No 103, du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Romuald d'Etchemin, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, mesure française ; bornée au nord par Michel Ferland, au sud à Léonide et Arcadius Lambert, à l'est à Louis Landry, et à l'ouest par la rue Atkinson, étant un lot de terre situé sur la rue Atkinson—circonstances et dépendances ; sujette à la charge d'une rente foncière annuelle de \$12.00 par année, payable à la succession de Louis Julien Demers, le premier novembre de chaque année, et autres conditions mentionnées en un acte de bail à rente foncière du 6 février 1899, par Louis Julien Demers à Joseph Landry.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIEME jour de FEVRIER 1907, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour

Licitations

Province of Quebec, }
No. 1842. } Superior Court.
Landry, Plaintiff ;

Landry *et al.*, vs Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 21st of December, 1906, in this cause in which Joseph Landry, of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, merchant, is Plaintiff ; and Diana Edie Landry, spinster, and Louis Landry, in his quality of tutor *ad hoc* to Wilfrid Landry, minor son of Joseph Landry, both of the city of Quebec, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. An immovable bearing the No. 130, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot—with building thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of an annual constituted rent of \$8.00, payable half on the first of May, and of November of every year, to Pierre Lagueur or his representatives, and other conditions mentioned in a deed of lease on ground rent from Pierre Lagueur to Joseph Landry, dated the 20th of July, 1886.

2. Part of a lot No. 4, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, containing forty eight feet in front by counting from the north east line, and going to the south west, by the depth that may be found between the public road on the south going to the lot Atkinson ; bounded on the north by Henry Atkinson, on the south by the public road, on the north east by Alphonse Villeneuve, on the south west by George Bégin or his representatives, being a lot situate on the public road—with building thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of an annual constituted rent of \$18.00, payable by halves on the first of May and November of every year, to George Bégin and his representatives, and other conditions mentioned in a deed of lease on ground rent from George Bégin to Jos. Landry, dated the 10th of September, 1890.

3. Part of lot No. 112, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, containing fifty feet on the north, seventy feet on the south, seventy feet on the east, and sixty feet on the west, english measure ; bounded on the north by Louis Gilbert, on the south by Saint Charles street, on the east by Joseph Breton, and on the west by Alfred Gingras, being a lot of land situate on Saint Charles street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of a constituted annual rent of \$7.00, payable to Henri Lagueur, by halves on the first of May and November of every year, and other conditions mentioned in a deed of lease on constituted rent from Henri Lagueur to Théophile Landry.

4. Part of lot No. 103, of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, containing forty five feet in width by sixty feet in depth, french measure ; bounded on the north by Michel Ferland, on the south by Léonide and Arcadius Lambert, on the east by Louis Landry, and on the west by Atkinson street, being a lot of land situate on Atkinson street—circumstances and dependencies ; subject to the charge of a constituted annual rent of \$12.00 a year, payable to the estate of Louis Julien Demers, on the first of November of every year, and other conditions mentioned in a deed of lease on ground rent of the 6th of February, 1899, from Louis Julien Demers to Joseph Landry.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the EIGHTH day of FEBRUARY, 1907, sitting the court, in the court room of the superior

supérieure (cour de pratique) du palais de justice, de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposée au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs du demandeur.
Québec, 29 décembre 1906. 11
[Première publication, 5 janvier 1907.]

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le dix-septième jour de décembre 1906, dans une cause où Dame Mary McLean Livingstone, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Cameron Brims, du même lieu, droguiste, et de lui dûment autorisée aux fins des présentes, et le dit John Cameron Brims, tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; et Lauchlan McLean Livingstone, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et Donald Alexander William Von Cramer, de Victoria, dans la province de la Colombie Anglaise, sont Défendeurs ordonnant la licitation d'un certain immeuble situé dans la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le district de Beauharnois, et décrit comme suit, à savoir:

Ce morceau de terre sis et situé dans le rang double de Edwardstown, dans la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, connu et désigné comme lot numéro neuf cent quatre-vingt-quinze, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme—avec les bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de FEVRIER (1907), dans la salle d'audience du palais de justice, dans la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de ce faire.

MCCORMICK & LEBOURVEAU,
Procureurs des demandeurs.
Valleyfield, 2 janvier 1907. 33
[Première publication, 5 janvier 1907.]

Ventes par le Sheriff—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } GEDEON BROCHU,
No 193. } Demandeur saisi;
contre AIMÉ LACHANCE, Défendeur saisissant.

court, in the (practice room) of the court house, in the city of Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 29th December, 1906. 12
[First published, 5th January, 1907.]

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the seventeenth day of December, 1906, in a cause in which Dame Mary McLean Livingstone, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Cameron Brims, of the same place, druggist, and by him duly authorized for the purposes thereof, and the the said John Cameron Brims, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife therein, are Plaintiffs; and Lauchlan McLean Livingstone, of the city of Toronto, in the province of Ontario, and Donald Alexander William Von Cramer, of Victoria, in the province of British Columbia, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable property situated in the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the district of Beauharnois, and described as follows, to wit:

That certain piece of land lying and situate in the double range of Edwardstown, in the parish of Saint Jean Chrysostôme, and known and designated as lot number nine hundred and ninety five (995), upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jean Chrysostôme—with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, (1907), in the court room of the court house, in the said city of Salaberry of Valleyfield, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MCCORMICK & LEBOURVEAU,
Attorneys for plaintiffs.
Valleyfield, 2nd January, 1907. 34
[First published, 5th January, 1907.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } GEDEON BROCHU, Plaintiff
No 193. } seized; against AIMÉ LA-
CHANCE, Defendant seizing.

Un emplacement de terrain de soixante pieds de largeur par cent pieds de longueur, à prendre dans le lot de terre numéro cent quarante et un (141), du cadastre officiel du canton de Gayhurst, comté du Lac Mégantic ; borné en front au sud-ouest par le chemin public, du côté n -ouest par une ligne imaginaire tracée perpendiculairement à la clôture du chemin public et partant d'un poteau marqué par le dit Brochu, et en arrière au nord-est et du côté sud-est par le terrain de Philias Bureau—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel de Gayhurst, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain 1907, à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 31 décembre 1906. 13
[Première publication, 5 janvier 1907.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montreal.
Canada, } EDMOND H. DUVAL
Province de Québec, } ET AL, Demandeurs ;
District d'Iberville, } contre les terres et tenements
No 504. } de DAME AUGUSTA M.
GRANT ET AL, Défendeurs es-qualité.

1° Un lot de terre sis et situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Jean et de la manufacture de verre, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent quarante-deux (542)—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre sis et situé au côté ouest de la dite rue Saint-Jean, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sous le numéro mille cent quarante-sept (1147)—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 décembre 1906. 4063.2
[Première publication, 15 décembre 1906]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

MANDAT DE CURATEUR.
Cour Supérieure.—District de Joliette.
Joliette, à savoir : } IN RE JOSEPH GUI-
No 4013. } BAULT, senior, carrossier,
de la ville de Joliette, failli ; et E. GASPARD
PICHE, curateur.

Un terrain faisant partie du lot No 149, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 25 pieds de front sur 100 pieds

A lot of land of sixty feet in width by one hundred feet in length, to be taken off lot number one hundred and forty one (141), of the official cadastre of the township of Gayhurst, county of Lake Mégantic ; bounded in front to the south west by the public road, on the north west side by an imaginary line drawn perpendicularly to the fence of the public road and starting from a post marked by the said Brochu, and in rear to the north east, and on the south east side by the land of Philias Bureau—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Samuel of Gayhurst, on the SIXTH day of FEBRUARY next 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 31st December, 1906. 14
[First published, 5th January, 1907.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Canada, } EDMOND H. DUVAL
Province of Québec, } ET AL, Plaintiffs ; against
District of Iberville, } the lands and tenements of
No. 504. } DAME AUGUSTA M.
GRANT ET AL, Defendants es-qualité

1. A lot of land lying and situate at the north west corner of Saint John and Glass Factory streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number five hundred and forty two (542)—without buildings.

2. Another lot of land lying and situate on the west side of the said Saint John street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, under the number one thousand one hundred and forty seven (1147)—without buildings.

To be sold at my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 12th December, 1906. 4064
[First published, 15th December, 1906.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
Superior Court.—District of Joliette.
Joliette, to wit : } IN RE JOSEPH GUIBAULT,
No. 4013. } senior, coachmaker, of the
town of Joliette, insolvent ; and E. GASPARD
PICHE, curateur.

A lot forming part of lot number one hundred and forty nine (149), of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette,

de profondeur, le tout plus ou moins; borné au front par la rue Saint-Viateur, en arrière au numéro 147, d'un côté au surplus du dit No 149, de l'autre côté au No 148—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le SEIZIEME jour de FEVRIER prochain, 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 10 décembre 1906. 4019.2
[Première publication, 15 décembre 1906.]

containing twenty five feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less; bounded in front by Saint Viateur street, in rear by number 147, on one side by the surplus of the said lot No. 149, and on the other side by No. 148—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY next, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 10th December, 1906. 4020
[First published, 15th December, 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOHN JOINT**, cultivateur,
No 1585. } du canton de Aylwin,
district d'Ottawa, Demandeur; contre **JOHN**
McFEE, cultivateur, du même lieu, Défendeur, et
Lorenzo A. Leduc, avocat, de la cité de Hull,
demandeur par distraction de frais.

Saisi comme appartenant au dit John Joint, demandeur, à savoir :

La partie sud du lot numéro vingt-quatre (24), contenant 75 acres, et lot numéro vingt-cinq B (25 B), tous deux dans le deuxième rang du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 2 janvier 1907. 25
[Première publication, 5 janvier 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—Buckingham.

Ottawa, à savoir : } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,
No 86. } de la ville de Buckingham,
dans le district d'Ottawa, marchand, Demandeur;
contre **DAME MARIE-LOUISE GAGNON**, du
même lieu, veuve de feu François-Xavier Murray,
en son vivant cultivateur, du canton de Bucking-
ham, dit district, *et al*, Défendeurs.

Ce morceau de terre situé dans le canton de Buckingham, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa, connu et désigné aux plan et livres de renvoi officiels comme lot numéro treize D (13 D), dans le sixième rang du dit canton de Buckingham, comprenant toute la terre sur le côté est de la rivière du Lièvre, sauf et excepté dix acres, plus ou moins, de la dite terre ci-dessus mentionnée et décrite, appartenant maintenant à William Shaw—avec une maison et grange sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 12 décembre 1906. 4067.2
[Première publication, 15 décembre 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit; } **JOHN JOINT**, farmer, of the
No. 1585. } township of Aylwin, district
of Ottawa, Plaintiff; against **JOHN McFEE**,
farmer, of the same place, Defendant, and **Lorenzo**
A. Leduc, advocate, of the city of Hull, plaintiff
par distraction de frais.

Seized as belonging to said John Joint, plaintiff, to wit :

The south part of lot number twenty four (24), containing 75 acres, and lot number twenty five B (25 B), both in the second range of the township of Wakefield, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings and appurtenances.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 2nd January, 1907. 26
[First published, 5th January, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—Buckingham.

Ottawa, to wit : } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,
No. 86. } of the town of Bucking-
ham, in the district of Ottawa, merchant, Plaintiff;
against **DAME MARIE LOUISE GAGNON**, of
the same place, widow of the late François-Xavier
Murray, in his lifetime farmer, of the township of
Buckingham, said district, *et al*, Defendants.

That certain piece of land situate in the township of Buckingham, in the county of Labelle and district of Ottawa, known and described upon the official plan and book of reference as lot number thirteen D (13D), in the six range of the said township of Buckingham, comprising all the land on the east side of the river du Lièvre, excepting and reserving ten acres, more or less, of the same land hereinabove mentioned and described, actually owned by William Shaw—with a house and barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 12th December, 1906. 4068
[First published, 15th December, 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 1705. } vs ANGELE ROBERT,
veuve de François Bérubé, à savoir :

Le lot No 1762 (mille sept cent soixante et deux), du cadaastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu-de-Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif
Québec, 20 décembre 1906. 4189-2
[Première publication, 22 décembre 1906.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } **J**OSEPH EDOUARD
No 299. } **P**ERRAULT, ET AL,
Demandeurs ; contre ADOLPHE ADAM, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Wotton, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur les plans du cadaastre et au livre de renvoi officiels pour le dit canton de Wotton, comme étant le lot numéro deux (No. 2), dans le rang A, du dit canton—circonstances et dépendances.

2° Les droits et prétentions, privilèges et hypothèques, ouvrages et améliorations du défendeur sur ce certain lot de terre situé dans le rang A, du dit canton de Wotton, connu et désigné comme étant le lot numéro un (No. 1), sur les plans du cadaastre et livre de renvoi officiels du dit canton de Wotton. Les droits de la couronne réservés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hippolyte de Wotton, le QUINZIEME jour JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif
Sherbrooke, 12 décembre 1906. 4065-2
[Première publication, 15 décembre 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
No. 1705. } vs ANGELE ROBERT,
widow of François Bérubé, to wit :

Lot No. 1762 (one thousand seven hundred and sixty two), of the official cadaastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being a lot situate on Colomb street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Ladies of the Hotel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 20th December, 1906. 4190
[First published, 22nd December, 1906.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **J**OSEPH EDOUARD
No. 299. } **P**ERRAULT ET AL,
Plaintiffs ; against ADOLPHE ADAM, Defendant.

1. A piece of land situate in the township of Wotton, in the county of Wolfe, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Wotton, as being the lot number two (No. 2), in the range A, of the said township—circumstances and dependencies.

2. The rights and claims, privileges and hypothecs, works and improvements of the defendant on this lot of land situate in the range A, of the said township of Wotton, known and described as being the lot number one (No. 1), on the official plan of the cadaaster and book of reference of the said township of Wotton. Reserving the rights of the crown.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hippolyte de Wotton, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 12th December, 1906. 4066
[First published, 15th December, 1906.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE JACQUES-CARTIER.

Avis public est par le présent donné par Joseph Adolphe Chauret, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Jacques-Cartier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au village de la Pointe Claire, à l'Hôtel-de-Ville, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et frais dus sur les divers lots plus bas mentionnés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF JACQUES-CARTIER.

Public notice is hereby given by Joseph Adolphe Chauret, secretary treasurer of the municipal council of the county of Jacques-Cartier, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the village of Pointe Claire, in the City Hall, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and costs due upon the divers lots of land below mentioned unless they be paid with costs, before the sale, to wit :

Municipalité scolaire de Cartier-Ville. — School municipality of Cartier-Ville.

Noms. — Names.	Profession.	Residence	No du cadastre. — No. of the cadastre.	No de la subdivision. — No of the subdivision.	Taxes scolaires. — School taxes. Taxes municipales. — Municipal taxes.	Frais. — Costs.	Total.
James Currie	Marchand—Merchant		34	24	\$0 22	\$0 30	\$0 52
Chs. Mayrand	" "		34	37	0 22	1 50	1 72
Michel Benoit	Comptable—Accountant		35	46	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	47	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	65	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	66	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	24	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	90	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	113	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	114	0 22	2 00	2 22
"	" "		35	115	0 22	2 00	2 22
Camille Martel	Tailleur—Tailor		35	92	0 22	1 00	1 22
A. E. Brock	Gérant de Banque— Bank Manager		44	110A-to113	0 88	0 35	1 23
"	"		44	16, 17, 18	0 66	1 05	1 71
H. H. Goulet	"		44	22	0 22	0 35	0 57
"	"		44	23	0 22	0 35	0 57
W. G. N. Robertson	"		44	48	0 33	1 00	1 33
U. Plourde	"		44	56	0 22	0 35	0 57
W. G. N. Robertson	"		44	52	0 33	0 35	0 68
A. E. Brock	Gérant de banque— Bank Manager		44	58, 59, 60	0 66	1 05	1 71
B. Drolet	"		44	61	1 24	1 00	2 24
"	"		44	63	1 24	0 35	1 59
A. E. Brock	Gérant de banque— Bank Manager		44	62, 64	0 44	0 35	0 79
"	"		44	66	0 22	0 35	0 57
"	"		44	68	0 22	0 35	0 57
J. Renaud	"		44	69 & 71	0 90	1 00	1 90
A. E. Brock	Gérant de banque— Bank Manager		44	70 & 72	0 44	0 70	1 14
"	"		44	73 à—to 80	1 38	0 70	2 08
"	"		44	83, 84	0 44	0 35	0 79
A. E. Brook	"		44	90 à—to 94	1 10	0 35	1 45
"	"		44	96 à—to 100	1 10	0 35	1 45
"	"		44	114	0 22	0 35	0 57
G. Galarneau	"		79	2	0 17	1 00	1 17
M. Chaussé	Agent		79	23	0 17	0 70	0 87
"	"		79	24	0 17	0 70	0 87
"	"		79	25	0 17	0 70	0 87

Municipalité du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire.

Municipality of the village of Saint Joachim of Pointe Claire.

John Air—ou représen- tants—or representa- tives			42	26 & 41	\$2 54	\$2 54
Edith Westlake, épouse de—wife of J. R. Wat- son ou représentants —or representatives			42	34 & 69	2 57	2 57
J. McWinney ou repré- sentants — or represen- tatives			42	38	1 50	1 50

Noms. — Names.	Profession.	Résidence.	No du cadastre. — No. of the cadastre.	No de la subdivision. — No. of the subdivision.	Taxes scolaires. — School taxes.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Frais. — Costs.	Total.
Veuve de — Widow of Henri Bourgeant.....		Montréal...	279		\$8 87			\$8 87
Eustache Prévost, père —sr.....			647	648 & 649	8 00			8 00

Donné à Sainte-Geneviève, ce vingt-neuf décembre mil neuf cent six.

Given at Sainte Geneviève, this twenty ninth December, nineteen hundred and six.

J. A. CHAUREST,

23-4

Sec.-Trés., C. M. C. J. C.—Sec.-Treas., M. C. C. J. C.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE L'ISLET.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de L'Islet, à tous les habitants du dit comté, que les terrains ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à Saint-Jean-Port-Joli, dans la salle de la cour de circuit du comté de L'Islet, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont assujettis, et des frais encourus comme suit, savoir :

1^o Comme appartenant à Charles Bernier, cultivateur de la paroisse de Saint-Cyrille : Un terrain de la contenance de soixante et trois arpents en superficie, plus ou moins ; borné à l'est à Paul Bernier et Zotique Jamarre, au sud par le fronteau entre les rangs trois et quatre du canton "Bourdages", à l'ouest à Adélar Guimond, et au nord par le chemin de front du rang trois du dit canton, lequel terrain porte le numéro quatorze pour le rang trois du susdit canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Montant dû \$4 00

2^o Comme appartenant à Henri Caron, cultivateur, absent, de la paroisse de Saint-Cyrille : Un terrain faisant partie du lot numéro huit, pour le troisième rang du canton "Fournier", ayant deux arpents et demi de largeur sur une profondeur de treize arpents, plus ou moins, situé dans la partie nord-est du dit lot ; borné au sud par le chemin de front du dit troisième rang, à l'est à Théophile Duchaineau, au nord par la ligne de séparation entre les municipalités de Saint-Cyrille et Saint-Aubert, et à l'ouest à Joseph Langlois—avec les bâtisses qu'il pourrait y avoir, circonstances et dépendances.

Montant dû \$2 66

3^o Comme appartenant aux héritiers de feu Joseph Gagnon : Un terrain faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Aubert, ayant un arpent et demi de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le fronteau du quatrième rang de la seigneurie Saint-Jean Port-Joli, courant au nord jusqu'à la rivière Des Trois Saumons, à l'endroit du parcours de la dite rivière situé le plus au nord sur le dit terrain, à partir du point où elle coupe pour la seconde fois, en allant au nord, la ligne nord-est du dit terrain ; borné au sud-ouest à Onésime Dubé, et au nord-est à Auguste Bernier, y compris les bâtisses qu'il pourrait y avoir sur le dit terrain, et

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET.

Public notice is hereby given by me, the undersigned, secretary treasurer of the municipal council of the county of L'Islet, to all the inhabitants of the said county, that the lands hereinafter described will be sold by public auction, at Saint Jean Port Joli, in the hall of the circuit court of the county of L'Islet, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes to which the are liable, and of the costs incurred as follows, to wit :

1. As belonging to Charles Bernier, farmer, of the parish of Saint Cyrille : A land containing sixty three arpents in area, more or less ; bounded on the east by Paul Bernier and Zotique Jamarre, on the south by the front line between the ranges three and four of the township Bourdages, on the west by Adélar Guimond, and on the north by the front road of the ranges three of the said township, which lot bears the number fourteen of the range three of the said township—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Amount due \$4 00

2. As belonging to Henri Caron, farmer, absentee, of the parish of Saint Cyrille : A land forming part of lot number eight for the third range of the township Fournier, having two arpents and a half in width by a depth of thirteen arpents, more or less, situated in the north east part of the said lot ; bounded on the south by the front road of the said third range, on the east by Theophile Duchaineau, on the north by the dividing line between the municipalities of Saint Cyrille and Saint Aubert, and on the west by Joseph Langlois—with the buildings there may be, circumstances and dependencies.

Amount due \$2 66

3. As belonging to the heirs of the late Joseph Gagnon : A land forming part of the lot number ninety nine, of the official cadastre of the parish of Saint Aubert, having one arpent and a half in front by the depth there may be from the front line of the fourth range of the seigniorie of Saint Jean Port Joli, running to the north as far as to the river des Trois Saumons, at the place on the said river situate most to the north and the said lot, starting from the place where it cuts for the second time, going to the north, the north east line of the said lot ; bounded on the south west by Onésime Dubé, and on the north east by Auguste Bernier, including therein the buildings that may be

avec en plus l'obligation à perpétuité de payer tous les frais d'entretien de route auquel tout le susdit numéro quatre-vingt dix-neuf est ou pourra être assujéti à l'avenir.

Montant dû..... \$3 66

4° Comme appartenant aux héritiers de feu Joseph Gagnon : Un terrain faisant partie du lot numéro soixante et quinze, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Aubert, mesurant un arpent de front sur trois quarts d'arpents de profondeur ; borné au nord-ouest au chemin de front du troisième rang de la seigneurie Saint-Jean-Port-Joli, au sud-est à une chaîne de rochers qui s'y trouve, au sud-ouest à François Fortin, et au nord-ouest à Arthur Fournier—avec les fâtiasses qu'il pourrait y avoir sur le dit terrain, circonstances et dépendances.

Montant dû..... \$2 50

5° Comme appartenant à Alexis Pelletier, cultivateur : Un terrain de la contenance de cent cinq acres en superficie, plus ou moins, et désigné au livre de renvoi et au plan officiel pour le rang "A", du canton "Ashford", sous le numéro quarante et un.

Montant dû..... \$ 0 25

Donné à Sainte-Louise, dans le bureau du conseil municipal du comté de L'Islet, ce trente et unième jour de décembre mil neuf cent six.

15 JOS. ED. CARON,
Sec.-trés. C. M. Co. L'Islet.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE ROUVILLE.

Je, soussigné, H. Ste-Marie, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Rouville, d nne, par les présentes, avis public, que les terrains ci-dessous décrits seront vendus par encan public, suivant les dispositions du code municipal, à Marieville, au palais de justice, dans la salle où le dit conseil tient ses sessions, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues sur chacun de ces terrains, et des frais encourus, savoir :

Village de Saint-Césaire.

1o. Un terrain situé au village de Saint-Césaire, rue Saint Paul, côté nord, connu et désigné comme étant les lots numéros cent-quarante-neuf B, cent-cinquante et cent-cinquante et un (149B, 150, 151), des plan et livre de renvoi officiels du dit village—avec bâtiasses érigées sur le lot No. 150. Ce terrain est réputé appartenir à Pierre Guédesse.

Taxes municipales dues..... \$60 94
Taxes scolaires dues..... 6 23
Total dû \$67 17

2° Un terrain situé au village de Saint-Césaire, rue Saint-George, côté est, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent soixante-quinze (p. 175), des dits plan et livre de renvoi officiels, et borné en front par la rue Saint-George, en profondeur par parties des lots Nos 176 et 178, d'un côté, au nord, par le lot No 177 et par la rue Saint-Paul, et de l'autre côté, au sud, par partie du lot No 176, à Albani Degré. Ce terrain est vacant et réputé appartenir à la succession Charles Monast.

Taxes municipales dues..... \$8 45
Taxes scolaires dues..... 1 10
Total dû..... \$9 55

on the said land, and with the obligation to defray forever the cost of road repair to which the said number ninety nine may be liable in future.

Amount due..... \$3 66

4. As belonging to the heirs of the late Joseph Gagnon : A land forming part of the lot number seventy five, of the official cadastre of the parish of Saint Aubert, measuring one arpent in front by three fourths of an arpent in depth ; bounded on the north west by the front road of the third range of the seigniorly of Saint Jean Port Joli, and on the south east by a chain of rocks there being, on the south west by François Fortin, and on the north west by Arthur Fournier—with the buildings there may be on the said lot, circumstances and dependencies.

Amount due..... \$2 50

5. As belonging to Alexis Pelletier, farmer : A land containing one hundred and five acres in area, more or less, and described on the book of reference and official plan of the range "A", of the said township Ashford as number forty one.

Amount due..... \$0 25

Given at Sainte Louise, in the office of the municipal council of the county of L'Islet, this thirty first day of December, one thousand nine hundred and six.

16 JOS. ED. CARON,
Sec.-treas. M. C. Co. L'Islet.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ROUVILLE.

I, the undersigned, H. Ste. Marie, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Rouville, hereby give notice that the lots of land described below, situate in the local municipalities hereinafter mentioned, will be sold by public auction, according to the provisions of the municipal code, in the village of Marieville, in the court house, in the room where the sittings of the said council are usually held, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes hereinbelow set forth, due on each of them, and of the costs then incurred, to wit :

Village of Saint Césaire.

1. A lot situate in the Saint-Paul street, north side, known and described as being the lots numbers one hundred and forty nine B, one hundred and fifty and one hundred and fifty one (149 B, 150 and 151), of the official plan and book of reference of the said village—with buildings erected on lot No. 150. This lot is reputed to belong to Pierre Guédesse.

Municipal taxes due..... \$60 94
School taxes due..... 6 23

Total due..... \$67 17

2. A land situate in the village of Saint Césaire, at St. George street, east side, forming part of the lot known and described as number one hundred and seventy-five (p. 175), of the said official plan and book of reference, and bounded in front by Saint George street, i. rear by parts of the lots Nos. 176 and 178, on one side, to the north, by lot No. 177 and by Saint Paul street, and on the other side, to the south, by part of lot No. 176, belonging to Albani Degré. This lot is vacant and reputed to belong to the estate of Charles Monast.

Municipal taxes due..... \$ 8 45
School taxes due..... 1 10

Total due..... \$9 55

Paroisse de L'Ange-Gardien.

1° Un terrain vacant situé en la paroisse de L'Ange-Gardien, étant les lots connus et désignés sous les numéros trois cent trente-neuf et trois cent quarante (339 et 340), des plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, et réputé appartenir à Edouard Gaboriault.

Taxes municipales dues..... \$59 69
Taxes scolaires dues..... 2 46

Total dû..... \$62 15

2° Un terrain vacant situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent douze (p. 212), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et borné au nord par le chemin public du rang Saint-George, au sud par une autre partie du même numéro, appartenant à Napoléon Dubé, à l'est par une partie de ce numéro, appartenant aussi à Napoléon Dubé, et à l'ouest par le lot No 214, appartenant à Napoléon Lévesque. Ce terrain est réputé appartenir à veuve Antoine Lacroix.

Taxes municipales dues..... \$0 12
Taxes scolaires dues..... 1 51

Total dû..... \$1 63

H. STE-MARIE,

Secrétaire-trésorier.

Marieville, 2 janvier 1907. 43

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BERTHIER.

Avis public est par les présentes donné par Théodore Gervais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Berthier, que le terrain ci-après décrit, sera vendu par encan public, au palais de justice du comté de Berthier, dans la ville de Berthier, MERCREDI le SIXIEME jour du mois de MARS prochain (1907), à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dues sur icelui, avec tous les frais encourus, à moins que le tout ne soit réglé avant la vente :

Municipalité de la paroisse de Saint-Barthelemy. Comme appartenant à Camille Henault :

Un terrain situé dans la dite municipalité de la paroisse de Saint-Barthélémy, dans le deuxième rang du Grand Saint-Jacques, contenant huit perches de front sur quatre perches de profondeur, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-quatorze (274), des plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Saint-Barthélémy.

Taxes municipales..... \$1 11
Taxes scolaires..... 5 27
Autres frais..... 0 92

\$7 30

Donné à Berthierville, ce troisième jour de janvier dix neuf cent-sept.

THEODORE GERVAIS,

Sec. tréas. C. M. C. B.

41

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de décembre 1906, de nommer M. John J. Kelly, gentilhomme, de Fort Coulonge, dans le comté de Pontiac, greffier de la cour de circuit dans et pour le comté de Pontiac, siégeant à Fort Coulonge. 69

Parish of L'Ange Gardien.

1. A vacant lot situate in the parish of L'Ange Gardien, being the lots known and described as numbers three hundred and thirty nine and three hundred and forty (339 and 340), of the official plan and book of reference of this parish, and reputed to belong to Edouard Gaboriault.

Municipal taxes due..... \$59 69
School taxes due..... 2 46

Total due..... \$62 15

2. A vacant lot situate in the parish of L'Ange Gardien, forming part of the lot known and described as number two hundred and twelve (p. 212), of the official plan and book of reference of the said parish, and bounded on the north by the public road of Saint George range, on the south by another part of the same number, belonging to Napoléon Dubé, on the east by a part of this number, belonging also to Napoléon Dubé, and on the west by the lot No. 214, belonging to Napoléon Lévesque. This lot is reputed to belong to the widow Antoine Lacroix.

Municipal tax due..... \$0 12
School taxes due..... 1 51

Total due..... \$1 63

H. STE MARIE,

Secretary treasurer.

Marieville, 2nd January, 1907. 44

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BERTHIER.

Public notice is hereby given by Théodore Gervais, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Berthier, that the lot of land hereinafter described will be sold by public auction, in the court house of the county of Berthier, in the town of Berthier, WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next (1907), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes due on the same, together with all the costs incurred, unless the whole be paid before the sale, to wit :

Municipality of the parish of Saint Barthelemy. As belonging to Camille Henault :

A land situate in the said municipality of the parish of Saint Barthelemy, in the second range of the Grand Saint Jacques, containing eight perches in front by four perches in depth, known and described as number two hundred and seventy four (274), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Barthelemy.

Municipal taxes..... \$1 11
School taxes..... 5 27
Other costs..... 0 92

\$7 30

Given at Berthierville, this third day of January, one thousand nine hundred and seven.

THEODORE GERVAIS,

Sec. treas. M. C. C. B.

42

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of December, 1906, to appoint Mr. John J. Kelly, gentleman, of Fort Coulonge, in the county of Pontiac, clerk of the circuit court in and for the county of Pontiac, sitting at Fort Coulonge. 70

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour de décembre 1906, de nommer M. Richard Smith Lea, B. A. Sc., (McGill) Ma. E. (McGill), membre du conseil d'hygiène, de la province.

67

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 31 décembre dernier (1906), de nommer M. Louis Demers, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Romuald, comté de Lévis, en remplacement de M. Louis Roberge, décédé.

79

Avis du Gouvernement

No 3316.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jude, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude, les Nos 812 et suivants jusqu'à 910 inclusivement, et les Nos 1019 et suivants jusqu'à 1029 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Salvail".

Cette érection de nouvelle municipalité scolaire, si elle est approuvée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907.

37

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 31 décembre 1906, d'accorder en faveur de L. J. Emilien Brais, notaire public, de Longueuil, dans le district de Montréal, la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Pierre Brais, en son vivant notaire public, de Longueuil, district de Montréal, conjointement aux dispositions du code du notariat.

39

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

La compagnie "Lamont, Corliss & Company", de la cité et de l'état de New-York, E. U. A., a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. B. L. Nowell, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 3 janvier 1907.

71

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, comté de Laprairie, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1675qq des statuts révisés de la province de Québec.

G. A. GIGAUT,

Sous-ministre de l'agriculture.

Québec, 4 janvier 1907.

73

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of December, 1906, to appoint Mr. Richard Smith Lea, B. A. Sc., (McGill) Ma. E., (McGill), a member of the board of health.

68

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st December last (1906), to appoint Mr. Louis Demers, a school commissioner for the municipality of Saint-Romuald, county of Levis, to replace Mr. Louis Roberge, deceased.

80

Government Notice

No. 3316.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Jude, in the county of Saint-Hyacinth, the lots bearing the numbers on the official cadastre of the parish of Saint-Jude, 812 and following to No. 910 inclusively, and the Nos. 1019 and following to 1029 inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality, by the name of "Salvail".

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1907.

38

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, on the 31st of December, 1906, to authorize in favor of L. E. Emilien Brais, notary public, Longueuil, in the district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Pierre Brais, in his lifetime notary public, of Longueuil, district of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

40

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

The company "Lamont, Corliss & Company", of the city and state of New-York, U. S. A., has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. B. L. Nowell, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 3rd January, 1907.

72

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the parish of Saint-Jacques le Mineur, county of Laprairie, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Québec.

G. A. GIGAUT,

Deputy Minister of Agriculture.

Québec, 4th January, 1907.

74

Demandes à la Législature

Avis est donné qu'il sera demandé à la prochaine session de la législature de Québec, une loi à l'effet de déclarer que le tribunal de la cour supérieure et de circuit, du district de Saint-Hyacinthe, aura juridiction concurrente pour toutes fins judiciaires sur toutes les municipalités comprises dans les cantons de Roxton et de Milton, formant partie du district de Bedford.

J. REICHE, N. P.,

Procureur des requérants.

Roxton Falls, 2 janvier 1907.

55

AVIS

Est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Alphonse Taillefer, percepteur du revenu, de Montebello, Philémon de Varennes, receveur d'enregistrement, et Adéodat Chauvet, notaire, de Papineauville, Rév. J. P. Bélanger, chanoine, et Nicolas Chénier, marchand, de Saint-André-Avellin, et autres, pour la constitution en corporation d'une compagnie sous le nom de "Little Nation River Railway Company", avec pouvoir de construire, exploiter et maintenir un chemin de fer commençant à ou près d'un point entre Thurso et Montebello, sur la rive gauche de la rivière Ottawa, au village de Chénéville, et au delà, vers le nord jusqu'à un point près de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans le comté d'Ottawa, ou dans ses environs; d'acquérir, maintenir et exploiter des hôtels, parcs et lieux de sport et d'amusement, et de subventionner des personnes ou sociétés tenant de tels établissements; d'acquérir des pouvoirs hydrauliques et développer et maintenir des digues et canaux; de produire et de vendre de l'électricité pour tous usages dans les localités avoisinant la ligne de chemin de fer; de se fusionner; de vendre son chemin de fer; de faire des arrangements de tarif; de bâtir et acquérir des bateaux, des docks et entrepôts; de prendre des actions dans d'autres compagnies; d'émettre des obligations; de recevoir des bonus des municipalités et de faire toutes autres choses incidentes à la construction et à l'exploitation d'un chemin de fer et nécessaires à l'exercice des pouvoirs ci-dessus mentionnés.

H. A. FORTIER,

Procureur des requérants.

Hull, 3 janvier 1907.

77

Demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Pontiac Central Railway Company", avec pouvoir de construire un chemin de fer de Bryson P. Q. le long de la vallée de la rivière Coulonge à un port sur la Baie James, avec les embranchements qui peuvent être requis et avec le pouvoir de développer le minéral, bois agricole et autres ressources du district que le dit chemin de fer doit traverser.

RYAN & BICKERDIKE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 2 janvier 1907.

57

La corporation de la ville de Shawinigan Falls donne avis par les présentes, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi abrogeant sa charte et ses amendements, et déclarant la dite ville, sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, avec certains amendements sur les matières suivantes: le mode de construction dans la dite ville, le pouvoir de taxation, les pouvoirs d'emprunt à longs termes et temporaires, émissions de débetures et certaines dispositions interprétatives et transitoires, et autres fins.

F. S. TOURIGNY,

Avocat de la requérante.

Trois-Rivières, 3 janvier 1907.

49

Applications to the Legislature

Notice is given that application will be made at the next session of the Legislature of Québec, for an act to declare that the tribunal of the superior and circuit court of the district of Saint Hyacinth, shall have joint jurisdiction for all judiciary ends on all the municipalities contened in the townships of Roxton and Milton, forming part of the district of Bedford.

J. REICHE, N. P.,

Attorney for the petitioners.

Roxton Falls, 2nd January, 1907.

56

NOTICE

Is hereby given that Alphonse Taillefer, revenue collector, of Montebello; Philémon de Varennes, registrar, Adeodat Chauvet, notary, of Papineauville, Rev. J. P. Belanger, canon, and Nicolas Chénier, merchant, of Saint André Avellin, and others, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the incorporation of a company under the name of "The Little Nation River Railway Company", with power to construct, operate and maintain a railway commencing at or near a point between Thurso and Montebello, on the left bank of the Ottawa river, running to the village of Chénéville, and beyond it in a northerly direction to a point near the line of the Canadian Pacific Railway, in the county of Ottawa, or in the vicinity of the same; to acquire, maintain and operate hotels, parks and places of sport and amusement and to subsidize persons or companies having such establishments; to acquire water-powers and develop and maintain dykes and canals; to produce and sell electricity for all purposes in the places adjoining the line of the railway; to amalgamate; to sell its railway; to enter into traffic arrangements; to build and acquire boats, docks and warehouses; to take stock in other companies; to issue bonds; to receive bonuses from municipalities and to do all other things incidental to the construction and operation of a railway and necessary for the exercise of the powers above mentioned.

H. A. FORTIER,

Solicitor for applicants.

Hull, 3rd January, 1907.

78

Application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to incorporate the "Pontiac Central Railway Company", with power to construct a railway from Bryson P. Q. along the valley of the Coulonge River to a port on James Bay, with such branches as may be required and with power to develop the mineral, timber, agricultural and other resources of the district to be traversed.

RYAN & BICKERDIKE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd January, 1907.

58

The corporation of the town of Shawinigan Falls hereby gives notice that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act repealing its charter and its amendments and declaring the said town to be subject to the provisions of the cities and towns' acts, 1903, with certain amendments on the following matters, the style of building in the said town, the power to tax, the powers to borrow for a long term, and temporary loans, the issue of debentures and certain interpretative and transitory enactments, and for other purposes.

F. S. TOURIGNY,

Attorney for petitioner.

Three Rivers, 3rd January, 1907.

50

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District d'Ottawa. }
No. 1683.

Dame Ernestine Gérard, résidant dans la municipalité des cantons-unis de Suffolk et Addington, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Joseph Franjetit *alias* Franchetti *alias* Franzati, fils, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

MAJOR & FORTIER,

Procureurs de la demanderesse.

Hull, 2 janvier 1907. 51

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 7743.

Dame Marie J. L. Comeau a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Moïse T. Meunier, gérant d'assurance, tous deux de la ville de Waterloo, dit district.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 26 décembre 1906. 53

Avis de Faillites

District de Saguenay.

In re Ulysse Tremblay, marchand, Saint-Siméon, comté de Charlevoix,

Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 décembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 janvier 1907.

45

District de Québec.

In re J. Buchanan & Fils, marchands, Lévis,
Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 décembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 janvier 1907.

47

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Philibert Félix Larivée, Failli ;

et

Joseph Léopold Dozois, Gardien provisoire.
Aux créanciers du failli.

Avis est donné que le 28^e jour de décembre 1906, par ordre de la cour, j'ai été dûment nommé gardien provisoire des biens du dit Félix Larivée.

J. L. DOZOIS,

Gardien provisoire.

Granby, Qué., 2 janvier 1907. 75

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province de Québec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 1683.

Dame Ernestine Gérard, residing in the municipality of the united townships of Suffolk and Addington, district of Ottawa, wife common as to property of Joseph Franjetit *alias* Franchetti *alias* Franzati, junior, farmer, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation from bed and board and as to property against her said husband.

MAJOR & FORTIER,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 2nd January, 1907. 52

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7743.

Dame Marie J. L. Comeau has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Moïse T. Meunier, insurance manager, both of the town of Waterloo, said district.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 26th December, 1906. 54

Bankrupt Notices

District of Saguenay.

In re Ulysse Tremblay, merchant, Saint Simeon, Charlevoix county,

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 27th December, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Québec, 3rd January, 1907.

46

District of Québec.

In re J. Buchanan & Son, merchants, Lévis,
Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 28th December, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 3rd January, 1907.

48

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

In the matter of Philibert Félix Larivée, Insolvent;

and

Joseph Leopold Dozois, Provisional guardian.
To the creditors of the insolvent.

Take notice that by an order of the court, dated the 28th day of December, 1906, I was duly appointed provisional guardian of and to the property and estate of the said Félix Larivée.

J. L. DOZOIS,

Provisional guardian.

Granby, Que., 2nd January, 1907. 76

In re John Millett & Cie, de Sherbrooke, Québec, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au vingt-deuxième jour de janvier courant, après laquelle date les dividendes seront payables, No 87, rue Wallington, Sherbrooke, Québec.

J. P. ROYER,
Curateur. 59

2 janvier 1907.

Avis est par le présent donné que Wade Kirallat, de Saint-Gabriel, comté de Rimouski, a fait cession de ses biens le 3e jour de janvier 1907.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires. 63

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Adolphe Otis de Sainte-Félicité, comté de Rimouski, marchand.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints. 65

Québec, 3 janvier 1907.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "S. Freedman, Son & Co." Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 21e jour de janvier 1907, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers.
Montréal, 3 janvier 1907. 61

Proclamations

Canada, }
Province de Québec. } L. A. JETTE
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que con-
Procureur - Général. } **formément** aux dis-
positions du deuxième paragraphe de l'article 2333 des statuts, Nous avons jugé à propos de fixer, pour cette année seulement, un terme spécial de la cour supérieure, pour le district de Rimouski, qui sera tenu dans la ville de Rimouski, les quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième jours de janvier courant, 1907 :

A CES CAUSES, de l'avis du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons qu'un terme spécial de la cour supérieure pour le district de Rimouski, sera tenu dans la ville de Rimouski, pour cette année seulement, les quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième jour du mois de janvier courant, 1907.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

In re John Millett & Co., of Sherbrooke, Québec, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty second day of January instant, after which date dividends will be payable at my office, No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Québec.

J. P. ROYER,
Curator. 60

2nd January, 1907.

Notice is hereby given that Wade Kirallat, of Saint Gabriel, county of Rimouski, has made an assignment of his estate on the 3rd day of January, 1907.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians. 64

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Adolphe Otis, of Sain e-Félicité, county of Rimouski, merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators. 66

Québec, 3rd January, 1907.

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of S. Freedman, Son & Co. Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 21st day of January, 1907, after which date dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers.
Montreal, 3rd January, 1907. 62

PROCLAMATIONS

Canada, }
Province of Québec. } L. A. JETTE
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS, pursuant
Attorney General. } to the provisions of
the article 2333 of the Statute, We have thought proper to fix, for this year only, a special term of the superior court for the district of Rimouski, which shall be held in the town of Rimouski, on the fourteenth, fifteenth, sixteenth and seventeenth days of the month of January instant, 1907.

NOW KNOW YE that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, we have ruled and ordered and do hereby rule and order, that a special term of the superior court for the district of Rimouski, shall be held in the town of Rimouski, for this year only, on the fourteenth, fifteenth, sixteenth and seventeenth days of the month of January instant, 1907.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

83

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que con-
Procureur-Général. } formément aux dis-
positions de l'article 2355 des statuts refondus, Nous avons jugé à propos de fixer, pour cette année seulement, un terme spécial de la cour de circuit, pour le district de Rimouski, qui sera tenu dans la ville de Rimouski, les dix-huitième et dix-neuvième jours du mois de janvier courant, 1907.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'un terme spécial de la cour de circuit pour le district de Rimouski sera tenu dans la ville de Rimouski, pour cette année seulement, les dix-huitième et dix-neuvième jours du mois de janvier courant, 1907.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

85

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTH day of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

84

Canada
Province of
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, pur-
Attorney General. } suant to the pro-
visions of the article 2355 of the statutes, We have thought proper to fix, for this year only, a special term of the circuit court, for the district of Rimouski, which shall be held in the town of Rimouski, on the eighteenth and nineteenth days of the month of January instant, 1907.

NOW KNOW YE, that, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that a special term of the circuit court for the district of Rimouski, shall be held in the town of Rimouski, for this year only, on the eighteenth and nineteenth days of the month of January instant, 1907.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTH day of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the sixth year of Our Reign.

By order,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

86

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Allard vs Côté, 30 ; Caron vs Bélanger, 30 ; Comeau vs Meunier, 44 ; DesBecquets vs Baron, 30 ; Delisle vs Forget, 29 ; Desnoyers vs Clément, 29 ; Dubeau vs Gagnon, 29 ; Labelle vs Clairoux, 29 ; Martin vs Lapointe, 30 ; Mercier vs Buteau, 30 ; Patton vs Stewart, 28 ; Plante vs Légaré, 28 ; Tardif vs Desrochers, 29.

ACTIONS EN SÉPARATION DE COUPS ET DE BIENS :—Dmes Beaudet vs Claisse, 29 ; Gérard vs Franchetti, 44.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—Suburban Tramway and Power Coy, 27.

AVIS :—Cour d'Échequier du Canada, 3 ; Lakeside Cemetery Coy, 28.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 5 ; Conseil législatif, 4.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse de Saint-Jacques le Mineur, 42.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Lamont, Corliss and Company, 42.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Belleau, Raymond, 21 ; Black Lake Chrome & Asbestos Coy, 23 ; Boivin, Elzéar et al, 12 ; Bovey, Wilfrid, 8 ; Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, 23 ; Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, 23 ; Cité de Québec, 11 ; Cité de Sorel, 26 ; Commercial Burglary Plate Glass Insurance Coy, 20 ; Compagnie d'Assurance Mutuelle du commerce contre le feu, 19 ; Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, 13 ; Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie, 11 ; Compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal, 14 ; Content, Arthur, 26 ; Corporation de la cité de Sherbrooke, 12 ; Corporation de la ville de N.-D. de Grâce, 19 ; Corporation de la ville de Longueuil, 13 ; Corporation de la ville de Shawinigan Falls, 43 ; Corporation du village de Verdun, 19 ; Cushing, Charles et al, 10 ; Dillon, Joseph H., 8 ; Héritiers Ferdinand David, 1875 ; Héritiers James Jack, 10 ; Incorporer une compagnie de chemin de fer, 18 ; Lachance, Louis et al, 14 ; La cité de Montréal, 9 ; La cité de Montréal, 22 ; La Cie de téléphone de Bellechasse, 26 ; La compagnie du chemin de fer Québec et de l'Île d'Orléans, 17 ; Lacombe et al (Delles), 17 ; La Cie de Pulpe de Métabetchouan, 21 ; La Cie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu, 21 ; La corporation de la paroisse de la Longue Pointe, 10 ; La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, 24 ; Langevin, Hectorine (Dme) et al, 24 ; L'Assistance Publique, 24 ; L'Association des Constructeurs de Québec, 21 ; Le Crédit Municipal Canadien, 20 ; Laquarium, 13 ; La Société des Artisans Canadiens Français, 1834 ; La ville de Beauharnois, 15 ; La Cie de chemin de fer de Québec au Lac Champlain, 16 ; L'Association des agents d'assurance sur la vie de la province de Québec, 18 ; L'Académie de Billard Marcotte, 18 ; La ville de Fraserville, 10 ; Le curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Ignace de Loyala de Nominigüe, 18 ; Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Con-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Allard vs Côté, 30 ; Caron vs Belanger, 30 ; Comeau vs Meunier, 44 ; DesBecquets vs Baron, 30 ; Delisle vs Forget, 29 ; Desnoyers vs Clément, 29 ; Dubeau vs Gagnon, 29 ; Labelle vs Clairoux, 29 ; Martin vs Lapointe, 30 ; Mercier vs Buteau, 30 ; Patton vs Stewart, 28 ; Plante vs Légaré, 28 ; Tardif vs Desrochers, 29.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Beaudet vs Claisse, 28 ; Gérard vs Franchetti, 44.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc., 1.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Suburban Tramway and Power Coy, 27.

NOTICES :—Exchequer Court of Canada, 3 ; Lakeside Cemetery Coy, 28.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 5 ; Legislative Council, 4.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Parish of Saint Jacques le Mineur, 42.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Lamont, Corliss and Company, 42.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Belleau, Raymond, 21 ; Black Lake Chrome & Asbestos Coy, 23 ; Boivin, Elzéar et al, 11 ; Bovey, Wilfrid, 8 ; Protestant Board of school commissioners of the city of Québec, 23 ; Protestant board of school commissioners of the city of Montréal, 23 ; City of Québec, 11 ; City of Sorel, 26 ; Commercial Burglary Plate Glass Insurance Coy, 20 ; Commercial Mutual Fire Insurance Coy, 19 ; The Lotbinière and Mégantic Railway Coy, 13 ; Gaspesian Railway Coy, 11 ; The Montreal Island Boulevard Co, 14 ; Content, Arthur, 26 ; Corporation of the city of Sherbrooke, 12 ; Corporation of the town of N. D. de Grâce, 19 ; Corporation of the town of Longueuil, 13 ; Corporation of the town of Shawinigan Falls, 43 ; Corporation of the village of Verdun, 19 ; Cushing, Charles et al, 10 ; Dillon, Joseph H., 8 ; Heirs Ferdinand David, 1875 ; Heirs James Jack, 10 ; To incorporate a railway Coy, 18 ; Lachance, Louis et al, 14 ; The city of Montreal, 9 ; The city of Montreal, 22 ; La Cie de téléphone de Bellechasse, 26 ; The Quebec and Island of Orleans Railway Company, 1834 ; Lacombe et al (Misses), 17 ; La Cie de Pulpe de Métabetchouan, 21 ; The Equitable Mutual Fire Insurance Coy, 21 ; The corporation of the parish of Longue Pointe, 10 ; La Corporation des Sœurs de Sainte Croix et des Sept Douleurs, 24 ; Langevin, Hectorine (Dme) et al, 24 ; L'Assistance Publique, 24 ; The Quebec Builders' Association, 21 ; Le Crédit Municipal Canadien, 20 ; Laquarium, 13 ; La Société des Artisans Canadiens Français, 1834 ; The town of Beauharnois, 15 ; The Quebec and Lake Champlain Railway Company, 17 ; The Life underwriters Association of the province of Québec, 18 ; L'Académie de Billard Marcotte, 18 ; The town of Fraserville, 10 ; The curate and wardens of the parish of Saint Ignace de Loyala de Nominigüe, 18 ; Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception, 9 ; The incumbent and church wardens of the parish of

- ception, 9; Le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, 10; Le Bonsecours de Montréal, 10; Les syndics de l'école de Saint-Edouard, à Beauport, 23; L'Institut des Frères de Notre Dame des Champs, 8; Little Nation River Railway Coy, 43; Lower Saint Lawrence Power Coy, 24; Marion, Joseph, 13; Merchants' Light Power Co., 11; Montreal Street Railway Coy, 26; Muir, William, 21; Muir, Ebenezer, succession, 17; North Shore Power Coy, 23; Peddie, Robert, 11; Pigeon, Arthur, 8; Pontiac Central Railway Coy, 43; Pratt, John, succession, 16; Préfontaine, Toussaint, 25; Shawinigan Carbide Coy, 20; Shawinigan Water & Power Coy, 20; Société de l'Hôpital Général de Montréal, 10; Strachan et al, 9; Succession Louis Tourville, 23; Syndics des écoles dissidentes de la ville de Beauharnois, 17; Syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde, 12; Synode du diocèse de Montréal, 25; Syndics de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, 15; Syndics de la paroisse de Saint-Paul, 10; Tartre et al, 20; The Chibougamou and James Bay Railway Coy, 13; The Continental Fire Insurance Company, 26; The Dominion Park Company, 9; The Mattawin Lumber Co., 27; The Philipsburg Railway and Quarry Coy, 12; The Provincial Fire Insurance Company, 26; The Quebec and Saint Maurice Industrial Coy, 8; The Shawinigan Lake's Power and Electric Coy, 15; The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta, 12; Thibodeau et al, 25; The Engineers Club of Montreal, 1827; Tribunal de la cour supérieure et cour de circuit à Saint-Hyacinthe, 43; Ville de Saint-Louis, 22; Ville d'Iberville, 19; Ville de Westmount, 16; Walton, F. P., 8; Western Hospital of Montreal, 9; Villeneuve, Frédéric et al, 22; Westcott (Dme), 17.
- EXAMEN** : — Barreau : — Arthabaska, 30; Montréal, 31; Québec, 31.
- FAMILES** : — Bucher, 32; Buchanan & Fils, 44; Drouin, 32; Freedman et al, 45; Kirallat, 45; Laplante, 32; Larivée, 44; Millett & Co, 45; National Tool and Axe Works, 31; Otis, 45; Rancourt (Dme), 31; Tremblay, 44.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Salvail, comté de Saint-Hyacinthe, 42.
- NOMINATIONS** : — Commissaire d'écoles : — Saint-Romuald, 42.
Greffier cour de circuit : — Pontiac, 41.
Juges de paix : — Montréal, 1; Saguenay, 1.
Membre du conseil d'hygiène ; — 42.
- NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFÉRÉES** : — En faveur de L. J. Emilien Brais, 42.
- PROCLAMATION** : — Convocation des Chambres pour dépêche des affaires, 2; Terme spécial de la cour supérieure, district de Rimouski, 45; Termes pécial de la cour de circuit, district de Rimouski, 46.
- TERRES DE LA COURONNE** : — Vente aux enchères de rentes seigneuriales, 3.
- TERRES ET FORETS** : — Vente de limite à bois, 3.
- VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES** : — Allan Lines of Royal Mail Steamships, 27; Cie de chemin de fer Canadien du Pacifique Canadien, 28.
- VENTE PAR LICITATION** : — Landry vs Landry et al, 33; Livingstone (Dme) et vir vs Livingstone et al, 34.
- Saint Thomas, 10; Le Bonsecours de Montréal, 10; Les syndics de l'école de Saint-Edouard, à Beauport, 23; L'Institut des Frères de Notre Dame des Champs, 8; Little Nation Railway Coy, 43; Lower Saint Lawrence Power Coy, 24; Marion, Joseph, 13; Merchant's Light Power Co, 11; Montreal Street Railway Coy, 26; Muir, William, 21; Muir, Ebenezer, estate, 17; North Shore Power Coy, 23; Peddie, Robert, 11; Pigeon, Arthur, 8; Pontiac Central Railway Coy, 43; Pratt, John, estate, 16; Préfontaine, Toussaint, 25; Shawinigan Carbide Coy, 20; Shawinigan Water & Power Coy, 20; Society of the Montreal General Hospital, 10; Strachan et al, 9; Estate Louis Tourville, 23; Dissentient School Trustees of the town of Beauharnois, 17; Trustees of the parish of Sainte Cunégonde, 12; Synod of the diocese of Montreal, 25; Trustees of the parish of Saint Joseph d'Alma, 15; Trustees of the parish of Saint Paul, 10; Tartre et al, 20; The Chibougamou and James Bay Railway Coy, 13; The Continental Fire Insurance Company, 26; The Dominion Park Company, 9; The Mattawin Lumber Co., 27; The Philipsburg Railway and Quarry Coy, 12; The Provincial Fire Insurance Company, 26; The Quebec and Saint Maurice Industrial Coy, 8; The Shawinigan Lake's Power and Electric Coy, 15; The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta, 12; Thibodeau et al, 25; The Engineers' Club of Montreal, 1827; Tribunal of the superior court and circuit court, at Saint Hyacinth, 43; Town of Saint Louis, 22; Town of Iberville, 19; Town of Westmount, 16; Walton, F. P., 8; Western Hospital of Montreal, 9; Villeneuve, Frédéric et al, 22; Westcott (Dme), 17.
- EXAMINATION** : — Bar : — Arthabaska, 30; Montreal, 31; Quebec, 31.
- INSOLVENTS** : — Boucher, 32; Buchanan & Son, 44; Drouin, 32; Freedman et al, 45; Kirallat, 45; Laplante, 32; Larivée, 44; Millett & Co., 45; National Tool and Axe Works, 31; Otis, 45; Rancourt (Dme), 31; Tremblay, 44.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Application to annex or to erect, etc : — Salvail, county of Saint Hyacinth, 42.
- APPOINTMENTS** : — School commissioners : — Saint Romuald, 42.
Clerk circuit court : — Pontiac, 41.
Judges of the peace : — Montreal, 1; Saguenay, 1.
Member of the board of health : — 42.
- NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED** : — In favor of L. G. Emilien Brais, 42.
- PROCLAMATION** : — Parliament convoked for dispatch of business, 2; Special term of the superior court, district of Rimouski, 45; Special term of the circuit court, district of Rimouski, 46.
- CROWN LANDS** : — Sale by auction of the seigneurial rents, 3.
- LANDS AND FORESTS** : — Sale of a timber limit, 3.
- SALE BY PUBLIC AUCTION** : — Allan Lines of Royal Mail Steamships, 27; Canadian Pacific Railway Coy, 28.
- SALE BY LICITATION** : — Landry vs Landry et al., 33; Livingstone (Dme) et vir vs Livingstone et al, 34.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Berthier, 41 ;
Jacques-Cartier, 38 ; L'Islet, 39 ; Rouville, 40.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

BEAUCE :—Brochu vs Lachance, 34.

IBERVILLE :—Duval et al vs Grant et al, 35.

JOLIETTE :—Guibault, failli, 35.

OTTAWA :—Joint vs McFee, 36 ; Lapierre vs Dme
Gagnon et al, 36.

QUÉBEC . — La cité de Québec vs Dme Robert, 37.

SAINT-FRANÇOIS :—Perrault et al vs Adam, 37.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—Berthier, 41 ; Jac-
ques-Cartier, 38 ; L'Islet, 39 ; Rouville, 40.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Brochu vs Lachance, 34.

IBERVILLE :—Duval et al vs Grant et al, 35.

JOLIETTE :—Guibault, insolvent, 35.

OTTAWA :—Joint vs McFee, 36 ; Lapierre vs Dme
Gagnon et al, 36.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Dme Robert, 37.

SAINT FRANCIS :—Perrault et al vs Adam, 37.

